



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante et onzième session
Rome, 6-7 décembre 2000

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À

LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

POUR

**LE PROJET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ DANS
LE GUANGXI OCCIDENTAL**

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec la Chine	3
DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET	4
A. Zone du projet et groupe cible	4
B. Objectifs et portée	5
C. Composantes	6
D. Coûts et financement du projet	8
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	10
F. Organisation et gestion	10
G. Justification économique	12
H. Risques	13
I. Impact sur l'environnement	13
J. Aspects novateurs	14
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	14
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	14
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	15



APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD LOANS TO CHINA (PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA À LA CHINE)	2
III. PROJECT COMPONENTS AND IMPLEMENTATION ARRANGEMENTS (COMPOSANTES DU PROJET ET DISPOSITIF D'EXÉCUTION)	3
IV. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	9
V. COSTS AND FINANCING (COÛTS ET FINANCEMENT)	12
VI. ORGANIZATION AND MANAGEMENT (ORGANISATION ET GESTION)	14
VII. FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS (ANALYSE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE)	15

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Yuan Renminbi (CNY)
1,00 USD	=	8,26 CNY
1,00 CNY	=	0,12 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

1 mu	=	0,066 ha
1 ha	=	15 mu

SIGLES ET ACRONYMES

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
BGP	Bureau de gestion du projet
CCR	Coopérative de crédit rural
PAM	Programme alimentaire mondial
PDV	Plan de développement villageois
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
VCT	Vivres-contre-travail

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Année budgétaire

1^{er} janvier - 31 décembre



CARTE DE LA ZONE DU PROJET



Source: Rapport d'évaluation prospective du FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

PROJET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ DANS LE GUANGXI OCCIDENTAL

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTIONS À L'ORIGINE DU PROJET:	FIDA et PAM
EMPRUNTEUR:	République populaire de Chine
ORGANISMES D'EXÉCUTION:	Ministères de l'agriculture et des finances
COÛT TOTAL DU PROJET:	107,3 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	23,8 millions de DTS (équivalent approximativement à 30,4 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
COFINANCEUR:	Programme alimentaire mondial (PAM)
MONTANT DU COFINANCEMENT:	11,2 millions de USD
CONDITIONS DU COFINANCEMENT:	Don
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	54,0 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	11,7 millions de USD
INSTITUTIONS CHARGÉES DE L'ÉVALUATION PROSPECTIVE:	FIDA et PAM
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires? Le groupe cible englobe 240 000 ménages vivant dans les 74 communes les plus démunies des 10 cantons les plus pauvres de la région autonome de Guangxi Zhuang, dans le sud-ouest de la Chine. La population se compose de plusieurs minorités ethniques, parmi lesquelles les Zhuang sont majoritaires dans la plupart des cantons. Quatre-vingt pour cent au moins des ménages sont pauvres ou très pauvres, et presque 10% d'entre eux sont classés parmi les plus pauvres du pays avec une forte proportion dans l'incapacité physique d'entreprendre tout travail. Les femmes, qui assument la plus grande partie de la production agricole et des tâches ménagères, sont majoritaires dans le groupe cible. Leur accès à l'éducation et à la formation, et par conséquent aux possibilités d'activités rémunératrices, est inférieur à la moyenne. Il est néanmoins de plus en plus reconnu qu'elles sont les agents du changement. Le revenu moyen par habitant, qui est de 140 USD, est tiré de la culture d'une superficie moyenne de 0,09 ha ainsi que d'activités non agricoles, qui sont la principale source de revenu pour de nombreux ménages. Faute de ressources, les filles sont nombreuses à abandonner l'école pendant le cycle primaire.

Pourquoi sont-ils pauvres? La plupart des villages se trouvent dans des zones montagneuses reculées difficilement accessibles, où les équipements de santé et d'éducation sont obsolètes et peu performants, où les terres arables sont rares et peu productives, et les services de vulgarisation peu dynamiques. Les conditions de vie sont dures, l'eau potable fait gravement défaut dans de nombreuses zones et le coût de l'éducation est tel que de nombreux enfants ne sont pas scolarisés. Le chinois est la langue de l'enseignement, ce qui rend problématique la progression scolaire des enfants qui ne le parlent pas. Près de 90% des terres arables ne sont pas irriguées et environ la moitié sont en pente. Les précipitations sont aléatoires, la sécheresse et les inondations fréquentes. Faute de fonds et de formation, les agriculteurs ne sont pas en mesure de tirer parti de l'amélioration des techniques. Il en résulte pour la plupart des ménages un déficit alimentaire durant deux à quatre mois par an. Les agriculteurs ont mis au point des systèmes culturaux complexes pour tirer le meilleur parti des conditions locales et minimiser les risques. Certaines terres en pente peuvent être améliorées par des méthodes simples mais qui représentent des investissements substantiels tant en ressources qu'en main-d'œuvre familiale. Les autres terres en pente doivent réellement être remises en cultures pérennes, mais ce qui ne sera sans doute possible que si la productivité des terres les meilleures est développée. Les migrations fréquentes de travailleurs, qui quittent principalement la région pour trouver un travail saisonnier, apportent un revenu monétaire supplémentaire sans pour autant causer de pénurie de main-d'œuvre agricole.

Que peuvent-ils attendre du projet? Les besoins prioritaires exprimés par les ménages lors du diagnostic rural participatif sont les suivants: a) accroître leurs disponibilités alimentaires pour assurer la soudure durant la saison de pénurie et avoir un accès immédiat à une eau potable salubre; b) accroître leur revenu monétaire; et c) troisièmement, améliorer les services d'éducation et de santé. En outre, les visites sur le terrain ont permis de constater que l'amélioration des services de santé, d'éducation et de vulgarisation était vivement souhaitée. De manière générale, les ménages consultés ont demandé une assistance pour pouvoir investir dans des activités productives afin d'accroître leur revenu et d'améliorer leur sécurité alimentaire. Ils ont conscience des possibilités offertes par les cultures de rente pérennes mais manquent de ressources pour les pratiquer.

Comment vont-ils participer au projet? Un atelier de diagnostic rural participatif a été organisé pour former les responsables de la gestion des projets dans les communes à l'utilisation de cette méthodologie. De nouvelles séances de formation seront organisées pour préparer les plans de développement villageois en collaboration avec le groupe cible. Un vaste programme d'alphabétisation fonctionnelle et de formation, principalement axé sur les femmes, permettra aux bénéficiaires de participer davantage à la formation technique et aux activités productives correspondantes. Le groupe cible fournira de la main-d'œuvre pour réaliser des ouvrages de génie



civil au niveau communautaire, évaluer les services assurés dans le cadre du projet et préparer les rapports semestriels. Les agriculteurs pauvres procéderont à des démonstrations sur leurs parcelles. Les bénéficiaires seront représentés au sein des groupes d'exécution villageois qui piloteront les plans de développement villageois et mettront sur pied des groupes d'utilisateurs chargés de l'entretien, en particulier pour les installations communes d'irrigation et d'approvisionnement en eau à usage domestique.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE
POUR
LE PROJET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ DANS LE GUANGXI OCCIDENTAL

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République populaire de Chine d'un montant de 23,8 millions de DTS (équivalant approximativement à 30,4 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du projet de lutte contre la pauvreté dans le Guangxi occidental. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

**PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA
STRATÉGIE DU FIDA¹**

A. L'économie et le secteur agricole

1. La République populaire de Chine, qui couvre une superficie de 9,6 millions de km², est le pays le plus peuplé du monde, avec une population estimée à 1,25 milliard d'habitants qui augmente de 14 à 17 millions de personnes par an. Malgré le récent fléchissement de la conjoncture qu'a connu la région, la Chine continue de bénéficier de l'un des taux de croissance économique les plus élevés au monde. Le produit intérieur brut (PIB) a, d'après les estimations, progressé en termes réels de 7,8% en 1998, et de 7% en 1999. La consommation par habitant aurait progressé à un taux annuel nettement supérieur à 7% tout au long de la période 1993-1999. La croissance a été plutôt induite par les entreprises des communes et des villages et par les entreprises privées, souvent accompagnée d'investissements étrangers directs dans des coentreprises, que par les entreprises d'État. L'industrie demeure le principal secteur de production puisqu'elle fournit près de la moitié du PIB, 80% des exportations du pays et qu'elle emploie bien plus de 100 millions de personnes. Les services sont à l'origine d'environ 30% du PIB. Depuis le milieu de 1998, la Chine est en situation de déflation, les indices des prix à la consommation et au détail pour 1998 et 1999 ayant baissé de 1,3 et de 2,9% respectivement. Il est prévu pour 2000 un taux d'inflation très faible. La Chine devrait donc connaître une longue période de croissance soutenue relativement exempte d'inflation. Dans le passé, un rythme rapide de croissance globale a entraîné un recul rapide de la pauvreté, même en milieu rural.

2. Au cours de la période 1993-1997, le PIB agricole se serait accru au taux annuel de 4,3%, chiffre sensiblement supérieur à celui de l'accroissement de la population. Malgré une faible croissance de 2,1% en 1998 et 1999, la contribution de l'agriculture au PIB reste élevée, à hauteur d'environ 20%. L'agriculture continue de jouer un rôle prédominant pour l'emploi et constitue une source importante de revenus pour quelque 190 millions de ménages ruraux. La production céréalière était de l'ordre de 495 millions de tonnes en 1998 et 1999. Les cultures annuelles occupent la première place dans la production agricole (55%), suivies par l'élevage (30%) et la pêche (10%). Le riz est la principale culture céréalière mais la part relative d'autres céréales dans la production a augmenté, notamment celles du blé et du maïs, qui sont plus adaptés à la plupart des conditions climatiques du pays. Les politiques de l'État et le flux croissant de fonds privés envoyés par les travailleurs migrants

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.



créent des économies dynamiques, même dans les zones rurales les plus en retard, qui offrent à un nombre croissant de travailleurs locaux toute une gamme de possibilités de gains permanents, temporaires et saisonniers hors de l'agriculture ou dans le secteur para-agricole.

B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA

3. Depuis 1980, le FIDA a accordé 15 prêts à la Chine, pour un montant total d'environ 375 millions de USD. Le bilan de ces projets est satisfaisant: les objectifs ont généralement été atteints avant la date prévue, et les ménages pauvres ont effectivement eu accès aux investissements et au soutien fournis par les projets. Les opérations conjointes du FIDA et du Programme alimentaire mondial (PAM) ont démarré en 1996 et ont créé une forte synergie entre les interventions axées sur l'aide alimentaire appuyées par le PAM et les investissements axés sur la production du FIDA. L'aide alimentaire du PAM permet à ceux qui pratiquent une agriculture de subsistance de devenir quasiment autosuffisants sur le plan alimentaire. Les agriculteurs peuvent ainsi utiliser le crédit pour se lancer dans des activités rémunératrices et se constituer des avoirs qui leur permettent de poursuivre leur développement. Ces opérations conjointes représentent donc une approche plus durable du développement à l'intention des ménages les plus démunis.

4. En ce qui concerne la gestion et l'organisation des projets, un certain nombre d'enseignements peuvent être soulignés: a) les conclusions du diagnostic rural participatif confirment qu'une approche multisectorielle est nécessaire pour lutter contre la pauvreté; b) les rapports d'activité indiquent qu'en Chine cette approche fonctionne bien et que la coordination entre les différents organismes sectoriels est assurée efficacement avec l'assistance des bureaux de gestion des projets (BGP) et des groupes de pilotage des projets à l'échelon des provinces, des préfectures, des cantons et des communes; c) les plans de développement villageois (PDV) sont le principal instrument permettant d'assurer la participation effective des groupes cibles, en faisant appel aux méthodes de diagnostic rural participatif; d) la méthode d'analyse et cartographie de la vulnérabilité (ACV) a permis d'adopter une approche plus analytique de la sécurité alimentaire pour sélectionner les zones des projets; e) les systèmes de suivi recueillent de grandes quantités de données statistiques, ce qui en complique l'analyse, et sont actuellement remaniés pour servir plus efficacement au suivi de l'impact; et f) les BGP ont été très performants dans la mise en oeuvre des projets mais la restructuration des services administratifs locaux et la nécessité de mettre en place des approches plus durables exigent désormais des structures plus légères, n'exerçant plus qu'un rôle de coordination et facilitation auprès des organismes d'exécution.

5. Pour améliorer encore le ciblage, la participation des bénéficiaires et la prise en compte des spécificités hommes-femmes, il convient d'appliquer les principes ci-après: a) les formules de crédit proposées devraient être souples pour répondre aux besoins des agriculteurs les plus pauvres, en particulier des femmes, tandis que le plafonnement des prêts et un taux d'intérêt supérieur à celui du marché permettront d'améliorer le ciblage; b) l'alphabétisation fonctionnelle et la formation spécialisée devraient être adaptées aux intérêts et aux possibilités des femmes; c) comme le concours de la Fédération des femmes a contribué à la réalisation des objectifs, il faudrait intensifier la collaboration avec elle d'un point de vue stratégique; d) l'organisation des bénéficiaires en groupes d'utilisateurs, sous la conduite et avec le soutien des comités villageois, est nécessaire pour assurer un entretien satisfaisant des réseaux d'irrigation, mais les bénéficiaires devraient entretenir entièrement par leurs propres moyens les terrasses et autres ouvrages nécessaires à la culture non irriguée; e) les projets devraient expressément considérer les femmes comme des bénéficiaires majeures et des partenaires de la prise de décisions, et fixer des objectifs spécifiques en conséquence; et f) les activités destinées à un groupe particulier devraient être développées pour accroître l'impact du projet sur les femmes, notamment en ce qui concerne leur état de santé et leur niveau d'instruction, par la formule vivres-contre-formation et des actions de sensibilisation.



C. Stratégie de collaboration du FIDA avec la Chine

6. **Politique chinoise de lutte contre la pauvreté.** En Chine, la pauvreté absolue se définit en fonction des quatre critères suivants: a) un revenu d'environ 0,66 USD par jour, exprimé en valeur de 1999; b) un déficit alimentaire durant au moins trois mois par an; c) l'absence d'eau potable à moins de 2 km de distance de l'habitation ou de 100 m de profondeur; et d) le manque d'eau pour l'irrigation pendant au moins six mois par an. Grâce à la croissance économique globale et à la détermination du gouvernement à améliorer le niveau de vie de l'ensemble de la population, le nombre des ruraux en situation de pauvreté absolue a diminué d'environ 210 millions de personnes depuis la fin des années 70. En 1998, le gouvernement estimait que 50 millions de personnes vivaient encore dans la pauvreté absolue, tandis que plus de 100 millions de personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté établi à 1 USD par jour par la Banque mondiale. La pauvreté se concentre de plus en plus dans les zones faiblement dotées en ressources et fortement peuplées des régions montagneuses et du plateau de loess des provinces occidentales, où vivent la plupart des minorités. La réforme économique récente mise en oeuvre dans le secteur public et les mises à pied qui en ont résulté pourraient faire retomber dans la pauvreté de nombreux travailleurs et membres de leurs familles. Il est donc nécessaire d'inscrire dans la durée et la continuité toute stratégie visant à éliminer la pauvreté.

7. **Réduction de la pauvreté et donateurs.** Le groupe de pilotage des activités de réduction de la pauvreté, créé par le Conseil d'État, a présenté une stratégie de réduction de la pauvreté à l'aube du XXI^e siècle, avec l'assistance de la communauté des donateurs, au cours de la conférence internationale organisée sur ce thème en mai 2000. La nouvelle stratégie privilégie divers axes d'action, encouragés depuis 1996 dans le cadre des projets conjoints FIDA/PAM. Elle repose sur deux grandes lignes: a) efficacité accrue des interventions destinées aux pauvres moyennant: une amélioration des mécanismes de ciblage au niveau des communes associée à une démarche fondée sur les villages et les ménages; un ensemble d'interventions multisectorielles et complémentaires, y compris le développement du capital humain (éducation, santé et nutrition), l'infrastructure rurale à l'échelle des exploitations et des communautés, les technologies appropriées, et l'accès au microcrédit et à l'emploi extra-agricole; le renforcement des dispositifs relatifs aux institutions et à la coordination, en recourant le plus possible à des organismes techniques locaux pour l'exécution et en associant davantage les pauvres à la planification et au suivi; et b) une stratégie à long terme et un financement correspondant pour les régions montagneuses reculées où l'on trouve une forte concentration de personnes vivant dans la pauvreté absolue, mettant notamment l'accent sur: le développement des zones karstiques; l'amélioration de la technologie, de la vulgarisation et de la formation à l'intention des agriculteurs; le développement des marchés; la protection de l'environnement; l'adoption de normes minimales pour les services d'éducation et de santé; l'introduction de plans de développement villageois. Les principaux bailleurs de fonds ont été la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), avec une participation active du FIDA. En outre, le PNUD a assuré la coordination du processus d'élaboration du bilan commun de pays et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, auquel on est en train de mettre la dernière main, avec la participation du FIDA.

8. **Stratégie du FIDA en Chine.** La stratégie fondamentale associe le ciblage géographique des zones où sévit la pauvreté à un programme multisectoriel d'activités interdépendantes et complémentaires visant à: a) développer l'infrastructure de production agricole en vue d'accroître la productivité et donc la sécurité alimentaire, de lancer des activités rémunératrices dans les secteurs de l'élevage et d'autres cultures de rente et d'encourager des activités rémunératrices extra-agricoles; b) fournir un appui technique et une formation pour renforcer la capacité productive et la solvabilité des bénéficiaires; c) faciliter l'accès au crédit pour des activités productives viables; et d) améliorer l'accès aux services de santé et d'éducation afin d'accroître la productivité du travail et la capacité d'apprentissage de la population. Quatre orientations principales guident l'exécution: association de l'aide alimentaire du PAM, des prêts du FIDA et des fonds de contrepartie du gouvernement pour



permettre le développement rural intégré des régions montagneuses marginales et reculées; ciblage des communes les plus pauvres par le biais de l'ACV; participation des bénéficiaires à la planification et à l'exécution, à tous les niveaux, grâce aux PDV; et création d'institutions viables de microfinancement soucieuses des problèmes liés à la pauvreté et à l'équité entre les sexes à partir des coopératives de crédit rural (CCR).

9. **Justification du projet.** La rareté des ressources naturelles, la faible productivité du travail et de la terre et l'accès insuffisant aux services sociaux sont les principales causes de la forte incidence de la pauvreté. L'isolement de nombreux villages de la zone du projet, qui a pour corollaire un manque de services publics, spécialement dans les domaines de la santé et de l'éducation, ainsi que le caractère rudimentaire de l'infrastructure viennent encore aggraver cette situation. Les principales institutions techniques d'appui ne sont pas suffisamment sensibilisées à la pauvreté et à la problématique hommes-femmes, ce qui pénalise tout particulièrement les femmes. Pour remédier à ces carences, le projet mettra en œuvre des activités multisectorielles visant à améliorer le fonctionnement des services sociaux d'appui et à valoriser le potentiel de production agricole et les capacités de gain du groupe cible. Il s'attachera à associer de manière harmonieuse trois moteurs fondamentaux du développement durable: les bénéficiaires, la technologie et les institutions. Ainsi, il est prévu de conjuguer développement humain et développement économique en: a) investissant directement dans l'infrastructure rurale de production, notamment irrigation et terrassement, afin de jeter les bases d'une production économique, ainsi que dans les équipements socio-économiques (routes, approvisionnement en eau potable et équipements de santé) afin d'améliorer la capacité productive et les conditions de vie; b) facilitant l'accès aux services financiers et en particulier au crédit, de façon à permettre aux agriculteurs de se procurer les biens de production nécessaires pour exercer des activités productives; et c) favorisant le développement humain et l'instauration d'une société plus équitable par le biais de l'alphabétisation fonctionnelle, des organisations locales et par un ciblage spécifique des pauvres, en particulier des femmes.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible

10. **La zone du projet** couvre une superficie d'environ 15 400 km² et se compose de 74 communes de dix cantons de la partie occidentale de la région autonome de Guangxi Zhuang, dans le sud-ouest de la Chine. Les techniques de l'ACV ont permis de sélectionner les cantons les plus vulnérables, puis les communes les plus vulnérables, après consultation des autorités locales et confrontation avec la réalité. La population totale des 74 communes sélectionnées est d'environ 1,3 million d'habitants, ou 260 000 ménages, qui résident dans 684 circonscriptions administratives couvrant 10 590 villages. Elle appartient pour la plupart à l'ethnie minoritaire Zhuang, avec des groupes importants appartenant à d'autres minorités telles que les Yao, Maonan, Miao, Yi et Dong. Le climat se caractérise par la mousson subtropicale, avec des températures annuelles moyennes de 17 à 20° C et des précipitations moyennes de 1 300 à 1 500 mm. Plus de 80% des pluies annuelles tombent de mai à septembre. Les inondations sont fréquentes en été, tandis que le printemps et l'automne sont ponctués de périodes de sécheresse. Des orages de grêle et l'arrivée précoce de basses températures ou de la saison sèche en automne peuvent parfois endommager les récoltes. La topographie du relief karstique se compose de crêtes discontinues formant une chaîne dense mais très irrégulière de pitons. La base conique des élévations est rocheuse, avec peu de sol. L'altitude moyenne s'échelonne entre 300 et plus de 900 m. Les terres planes cultivées se limitent généralement à de petits lopins situés dans les dolines entre les pitons et dans quelques vallées de cours d'eau. Les autres terres en pente sont officiellement considérées comme forestières. La superficie moyenne des parcelles cultivées en permanence dans la zone du projet est d'environ 0,9 mu par habitant, avec au plus 0,3 mu en culture itinérante, qui est le plus souvent pratiquée, du point de vue technique, en infraction aux codes d'utilisation des sols.



11. **Le système d'exploitation** dépend de la disponibilité de l'eau, le paddy et le maïs étant les principales cultures céréalières. La canne à sucre est une culture de rente importante, essentiellement sur les pentes dans les régions montagneuses. Le soja, l'arachide et la patate douce sont principalement des cultures intercalaires, les légumes étant fréquemment cultivés en hiver s'il y a suffisamment d'eau pour l'arrosage. Une bonne partie des champs de paddy sont en jachère en hiver en raison du manque d'eau d'irrigation et des basses températures. Globalement, l'index d'intensité de culture est inférieur à deux. En basse altitude, on obtient deux récoltes de paddy irrigué, ou bien, sans irrigation, une récolte de maïs et une récolte de paddy. Sur les terres arides en pente, on obtient généralement deux récoltes de maïs. Aux altitudes supérieures, on n'obtient généralement qu'une seule récolte de paddy en milieu d'année, à laquelle s'ajoutent des légumes ou du colza et du maïs, associés au soja ou à la patate douce. Compte tenu de la faible utilisation des engrais, de la pauvreté intrinsèque des sols et du manque d'eau, les rendements sont globalement faibles. La plupart des ménages élèvent des animaux, surtout des bœufs et des buffles, pour la traction animale et la production de viande. Les porcs sont engraisés pour la vente et quelques volailles peuvent être élevées pour des occasions spéciales ou pour la vente. Il existe des liens très étroits entre agriculture et élevage, ce dernier permettant de recycler les déchets et sous-produits de l'agriculture sous forme d'engrais organique.

12. Le revenu moyen par habitant du **groupe cible** était estimé en 1998 à 182 USD, et les disponibilités céréalières annuelles provenant des exploitations étaient d'environ 309 kg seulement, en contraste frappant avec la moyenne nationale de 400 kg. L'insuffisance de la production vivrière ponctionne gravement le revenu pécuniaire relativement bon des ménages. L'élevage est la principale source de revenu agricole, la contribution des cultures de rente étant en moyenne inférieure. Du fait que l'emploi extra-agricole est néanmoins la principale source de revenu des ménages, la migration surtout des hommes de la famille est devenue un usage courant et indispensable, d'où la féminisation de la production agricole. Comme de nombreux villages de la zone du projet sont difficilement accessibles, on note une carence des services sociaux. Les agriculteurs se classent généralement eux-mêmes dans l'une des quatre catégories ci-après: aisés, pauvres, très pauvres et extrêmement pauvres. Les activités du projet viseront essentiellement les trois derniers de ces groupes. Au total, environ 240 000 ménages de la zone du projet seront habilités à y participer. Les ménages des villages les plus reculés, plus démunis que ceux qui bénéficient d'un meilleur accès aux équipements, seront prioritaires. Les familles les plus démunies qui ont habituellement à charge des malades ou invalides auront des difficultés à participer aux activités de production, mais recevront un appui et des conseils pour qu'elles puissent, dans la mesure du possible, prendre part aux activités à caractère social, en particulier aux programmes de santé et d'éducation.

B. Objectifs et portée

13. Le projet a pour but de mettre fin durablement et équitablement à la pauvreté de 240 000 ménages ruraux vulnérables qui vivent dans un environnement aux ressources naturelles dégradées. Plus précisément, son objectif est de parvenir à une augmentation durable de la capacité de production dans l'agriculture et en dehors, et d'élargir l'accès aux ressources économiques et sociales, y compris les services financiers, l'éducation, la santé et les réseaux sociaux.

14. Les résultats spécifiques des activités du projet seront les suivants: a) développer des services de vulgarisation plus réceptifs aux besoins des agriculteurs, à l'équité entre les sexes et aux problèmes liés à la pauvreté qui aient recours aux agriculteurs pauvres pour faire les démonstrations; b) renforcer les systèmes d'appui à la commercialisation; c) améliorer les terres et l'utilisation des sols en investissant davantage dans l'irrigation et dans divers perfectionnements de l'agriculture non irriguée; d) faire en sorte que les services financiers offerts par les CCR, y compris les 175 000 prêts saisonniers, prennent mieux en compte les problèmes liés à la pauvreté et soient plus axés sur les besoins du groupe cible et les spécificités des deux sexes, en augmentant substantiellement les crédits aux femmes et aux hommes pauvres pour leur permettre d'entreprendre diverses activités; e) améliorer



la qualité des services sociaux dans le domaine de la santé et de l'éducation, notamment en lançant un vaste programme d'alphabétisation des adultes à l'intention de 41 800 personnes; f) mettre en oeuvre des programmes d'appui à l'intention des femmes, en particulier une formation pour environ 78 100 d'entre elles; g) exécuter un programme de construction, de remise en état et d'entretien de l'infrastructure rurale; et h) mettre sur pied et réaliser des PDV participatifs et soucieux d'équité entre les sexes.

C. Composantes

15. Les diverses composantes du projet visent à accroître la production agricole, en particulier des produits alimentaires de base et des fruits à forte valeur marchande, ainsi qu'améliorer sensiblement l'accès aux services sociaux. Le crédit et le capital humain sont les principaux moyens à utiliser pour stimuler la production et les revenus dans l'agriculture et en dehors. Pour optimiser les effets potentiels du crédit, il est nécessaire d'accroître la productivité intrinsèque des terres agricoles par une amélioration de l'irrigation et de la culture en sec et par le renforcement des principaux mécanismes de soutien, notamment la fourniture des intrants et des services de vulgarisation nécessaires à l'agriculture, à l'élevage et à l'arboriculture. Par ailleurs, l'amélioration d'équipements spécifiques, dans les domaines de l'eau et des communications routières, facilitera la pleine participation des communautés isolées au développement économique et social. Le développement humain implique de faciliter l'accès aux services sociaux, en particulier pour les femmes. Les équipements et la capacité opérationnelle des services de santé et d'éducation doivent être améliorés. Il est également important de rendre le groupe cible plus réceptif au progrès. Le projet comportera par conséquent un important programme de formation et de sensibilisation, répondant en priorité aux besoins des femmes et des enfants.

16. **Le développement agricole** permettra d'accroître la superficie des terres les plus productives par l'irrigation adéquate de 13 265 ha de terres planant, par le revêtement de 543 km de canaux afin d'utiliser l'eau de manière plus rationnelle et par la construction de 20 000 citernes d'irrigation de 60 m³ chacune pour disposer d'une réserve d'eau supplémentaire. Environ 6 065 ha de terres non irriguées, en pente essentiellement, seront bonifiées par l'approfondissement des sols, le nivellement et le terrassement. La fertilité et la productivité des sols seront améliorées par une utilisation accrue des engrais organiques provenant du développement de la production des résidus agricoles et de l'élevage. Grâce à l'intensification de la productivité, 16 650 ha de terres en pente et/ou peu fertiles précédemment consacrées aux cultures annuelles pourront être plantées d'arbres présentant un intérêt économique. Ces techniques agricoles régénératives, ainsi que les activités sylvicoles à vocation à la fois écologique et économique sur environ 86 650 ha de forêts dégradées, permettront d'accroître la production de produits forestiers autres que le bois d'oeuvre et contribueront à la mise en place d'un système durable de gestion des ressources naturelles. Les groupes d'exécution villageois organiseront les bénéficiaires en groupes d'irrigants chargés de l'exploitation et de l'entretien des installations. La formation technique, de même que les démonstrations en exploitation (au nombre d'environ 92 000) concerneront en priorité les agriculteurs pauvres et en particulier les femmes. Les services de vulgarisation agricole et zootechnique occuperont des locaux communs afin d'élaborer ensemble les conseils et les messages relatifs à la production. Ils seront étayés et sensibilisés aux problèmes liés à l'équité entre les sexes et la pauvreté.

17. **Des services financiers** destinés en priorité aux pauvres et aux femmes sont un instrument essentiel pour aider le groupe cible à se doter des moyens nécessaires pour parvenir à un développement durable. L'accent sera mis sur la mobilisation du crédit et de l'épargne pour en assurer la pérennité. Le moteur des activités productives sera le crédit fourni par les CCR des communes, sous la supervision globale des unions cantonales de coopératives de crédit rural. L'amélioration de l'accès au crédit bénéficiera directement aux agriculteurs, en particulier aux femmes, et servira à mettre en oeuvre des activités rentables telles que la production céréalière, les cultures de rente annuelles et pérennes, l'arboriculture à vocation économique, la transformation alimentaire et diverses



activités rémunératrices extra-agricoles. L'objectif sera de transformer les CCR en banques coopératives rurales viables et efficaces dont les agriculteurs seront membres et actionnaires et qui collecteront l'épargne pour améliorer la viabilité à terme. Avant de lancer le programme de crédit, une campagne de sensibilisation aux questions d'épargne et de crédit sera menée dans les villages, en collaboration étroite entre les CCR, les BGP, la Fédération des femmes, les comités villageois et les autres organismes concernés. La mobilisation de l'épargne et l'actionnariat dans le contexte des CCR figureront en bonne place parmi les priorités. Les détails de l'obtention des prêts, des procédures, des conditions et des modalités seront expliqués aux ménages. Le projet permettra aux CCR des communes d'acquérir du matériel supplémentaire pour mener efficacement les activités de crédit, ainsi que les compétences générales leur permettant de devenir des intermédiaires financiers prudents. Une formation sera également proposée au personnel en matière de gestion, d'étude des demandes de prêts, d'instruction et d'inspection. Les responsables et agents villageois seront également formés.

18. **Développement social.** Un faible niveau d'instruction et une mauvaise santé aggravent la pauvreté. Un meilleur accès des pauvres aux services sociaux est donc le point de départ de la constitution d'un capital humain qui permettra de produire des avoirs matériels. Les activités se concentreront sur la formation, dont l'alphabétisation, en particulier pour les femmes, et sur la sensibilisation en matière de santé et de nutrition. La réduction des taux d'abandon scolaire dans le primaire, en particulier pour les filles, sera une autre activité importante. L'appui aux agents sanitaires villageois et la remise en état des écoles primaires dans les villages pour faciliter l'accès aux cours d'alphabétisation et de formation spécialisée consolideront les activités antérieures. Un important volet de la formation préparera les villageois à l'obtention de prêts pour des activités rémunératrices. Compte tenu de la large place faite aux femmes dans cette composante, la Fédération des femmes organisera cet aspect de la formation et disposera d'un poste permanent dans chaque BGP. Un fonds spécial pour les micro-initiatives, mis en place par la Fédération des femmes dans certains cantons, sera développé. Quelque 22 500 unités familiales de biogaz compléteront ces efforts en vue d'améliorer l'approvisionnement des ménages en combustibles. L'information technique pour les activités productives et la sensibilisation en matière de sécurité alimentaire seront des éléments majeurs de toutes les composantes tout au long de la période d'exécution. Une formation sera dispensée aux formateurs, aux femmes et aux hommes des villages et aux administrateurs des BGP et des CCR.

19. **Infrastructure rurale.** L'amélioration de l'approvisionnement et de la qualité de l'eau de boisson, des routes de desserte et le développement de l'électrification allégeront la charge de travail des femmes et faciliteront la mise en place d'activités rémunératrices extra-agricoles. L'approvisionnement en eau de boisson sera essentiellement assuré par la construction d'environ 16 000 citernes domestiques d'environ 30 m³ chacune et d'environ 137 ouvrages plus importants à l'échelle des villages. Les villages les plus reculés et donc les plus isolés seront reliés aux centres commerciaux ruraux par la construction d'environ 193 km de routes desservant 76 villages. En outre, les autorités locales prévoient l'électrification de tous les villages, ce qui favorisera l'utilisation des équipements éducatifs et la création de petites entreprises.

20. **La gestion du projet** recourra aux groupes de pilotage et aux BGP, ainsi qu'à la méthode adoptée avec succès dans le cadre de précédents projets du FIDA/PAM. Toutefois, le rôle et la structure des BGP ont été remaniés pour que ces derniers appuient davantage les organismes techniques d'exécution. Leur personnel a été réduit au minimum requis pour faciliter de manière efficace l'exécution du projet. Les BGP feront appel aux organismes et bureaux techniques et sociaux opérant à l'échelon de la province, de la préfecture, du canton et de la commune pour exécuter les activités du projet, et ils en assureront la coordination. L'appui portera sur l'organisation d'ateliers de démarrage, la formation aux méthodes de suivi et de diagnostic rural participatif, à l'informatique et à la comptabilité, les moyens de transport, le matériel de bureau et les frais connexes de fonctionnement. Des voyages d'études et des ateliers interprojets seront organisés pour permettre aux BGP de mettre en commun leur expérience. Comme indiqué plus haut, la formation technique axée

sur les activités productives et la sensibilisation à la sécurité alimentaire constitueront un élément majeur de toutes les composantes. Les programmes de formation sont intégrés aux activités correspondantes, témoignant du caractère complémentaire de la formation dispensée par les programmes de chaque organisme technique. La Fédération des femmes étant la principale organisation chargée de venir en aide aux femmes, il convient de souligner que chaque BGP comptera parmi son personnel une représentante de celle-ci employée à plein temps.

D. Coûts et financement du projet

21. **Coût du projet.** Le coût total du projet sur six ans, provisions pour imprévus, taxes et droits inclus, est estimé à 107,3 millions de USD. La composante en devises est estimée à 4% du coût total et les taxes et droits à moins de 6%. Les coûts du projet ont été calculés en CNY avant conversion en USD sur la base des prix du premier trimestre de 2000. Une provision de 10% pour aléas d'exécution a été appliquée à tous les coûts matériels pour les travaux d'infrastructure. Une provision pour aléas financiers a été prévue pour tous les achats au comptant. Aucune provision pour aléas d'exécution ou pour aléas financiers n'a été prévue pour les activités appuyées par le PAM ou par le fonds de crédit autorenouvelable. Un taux de change à parité de pouvoir d'achat constant a été calculé pour tenir compte de la différence entre les taux d'inflation à l'étranger et dans le pays. Le tableau 1 récapitule les coûts du projet par composante.

TABLEAU 1 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en milliers de USD)

Composante	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
Développement agricole	38 591	1 801	40 392	4	41
Services financiers	22 360	133	22 493	1	23
Développement social	12 978	606	13 584	4	14
Infrastructure rurale	10 684	609	11 293	5	11
Gestion du projet ^b	10 773	597	11 370	5	11
Total des coûts de base	95 386	3 746	99 132	4	100
Provision pour aléas d'exécution	6 051	293	6 345	5	6
Provision pour aléas financiers	1 737	58	1 795	3	2
Total des coûts du projet	103 175	4 097	107 272	4	108

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^b Y compris les coûts du transport maritime et de la manutention locale des denrées alimentaires du PAM.

22. **Financement du projet.** Il est proposé que le FIDA accorde un prêt d'un montant de 30,4 millions de USD, qui financera 28,4% du coût total du projet. Le PAM fournira l'équivalent en céréales de 11,2 millions de USD, soit 10,4% du coût total du projet. La contribution du gouvernement représentera l'équivalent en espèces de 53,0 millions de USD, tous droits et taxes compris, ainsi que 900 000 USD sous forme de rations alimentaires vivres-contre-travail (VCT), soit globalement 50,3% du coût total du projet. La contribution des bénéficiaires, essentiellement en nature, s'élèvera à 11,7 millions de USD, soit environ 11% du coût total du projet. La proposition de financement est présentée de manière détaillée au tableau 2.

23. **Financement rétroactif.** Afin d'assurer le démarrage effectif du projet, un financement rétroactif d'un montant ne dépassant pas 500 000 USD sera accordé pour les dépenses encourues après le 1er janvier 2001. Ces dépenses comprendront un appui à l'acquisition de matériel de bureau, à la formation du personnel, à la préparation des PDV et de l'enquête de référence, à l'élaboration du programme d'alphabétisation, aux visites des représentants des BGP sur les sites d'autres projets, aux plans détaillés de remise en état des structures de vulgarisation agricole et zootechnique.



TABLEAU 2 - PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

	FIDA		PAM		Gouvernement- activités VCT		Gouvernement- espèces		Bénéficiaires		Total		Taxes comprises dans le total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
Développement agricole													
Cultures et élevage	3 602	39,7	753	8,3	-	-	1 846	20,3	2 872	31,7	9 073	8,5	864
Irrigation	-	-	1 978	11,0	-	-	15 949	89,0	-	-	17 927	16,7	1 539
Amélioration des terres non irriguées	-	-	4 108	40,2	-	-	6 118	59,8	-	-	10 226	9,5	720
Arboriculture	1 143	15,7	859	11,8	-	-	5 269	72,5	-	-	7 271	6,8	566
Total partiel	4 745	10,7	7 698	17,3	-	-	29 182	65,6	2 872	6,5	44 497	41,5	3 689
Services financiers	14 715	62,3	-	-	-	-	130	0,5	8 790	37,2	23 636	22,0	108
Développement social													
Santé	1 964	57,1	384	11,2	-	-	1 090	31,7	-	-	3 437	3,2	264
Éducation	3 123	48,4	1 247	19,3	-	-	2 079	32,2	-	-	6 448	6,0	506
Création de revenus	2 333	50,1	945	20,3	-	-	1 381	29,6	-	-	4 660	4,3	94
Total partiel	7 420	51,0	2 576	17,7	-	-	4 550	31,3	-	-	14 545	13,6	865
Infrastructure rurale													
Eau à usage domestique	-	-	926	11,2	-	-	7 355	88,8	-	-	8 281	7,7	734
Routes de desserte	-	-	-	-	945	23,0	3 166	77,0	-	-	4 111	3,8	253
Total partiel	-	-	926	7,5	945	7,6	10 521	84,9	-	-	12 392	11,6	986
Gestion du projet^b													
BGP provinciaux	672	16,3	-	-	-	-	3 460	83,7	-	-	4 132	3,9	174
BGP de canton	2 882	35,7	-	-	-	-	5 188	64,3	-	-	8 071	7,5	430
Total partiel	3 554	29,1	-	-	-	-	8 649	70,9	-	-	12 202	11,4	604
Total des décaissements	30 433	28,4	11 200	10,4	945	0,9	53 031	49,4	11 662	10,9	107 272	100,0	6 252

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^b Y compris les coûts du transport maritime et de la manutention locale des denrées alimentaires du PAM.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

24. **Passation des marchés.** Les principaux articles à acheter dans le cadre du projet sont des véhicules et du matériel en quantités limitées pour lesquels seront appliquées des procédures d'appel à la concurrence à l'échelle nationale agréées par le FIDA. Les travaux de génie civil pour la construction des bâtiments, des ouvrages d'irrigation, des routes et des réseaux d'adduction d'eau seront effectués par les organismes publics compétents qui, le cas échéant, auront recours à la sous-traitance à des entreprises privées moyennant une procédure d'appels d'offres au niveau national. Les marchés d'un coût estimatif inférieur à 20 000 USD pourront être passés après consultation de fournisseurs locaux.

25. **Décaissements.** Le prêt du FIDA sera décaissé sur six ans. Les retraits pour des dépenses d'un montant inférieur à l'équivalent de 20 000 USD seront effectués sur présentation d'états de dépenses certifiés. Les prêts octroyés par les CCR aux agriculteurs seront préfinancés au moyen d'un dépôt initial équivalant au montant estimé nécessaire aux opérations de crédit pour la première année, tel qu'il ressort du plan de travail et budget convenu par chaque BGP cantonal en accord avec l'union cantonale des coopératives de crédit rural. Les récapitulatifs mensuels des décaissements et des recouvrements au titre du crédit, avec indication du sexe du bénéficiaire, seront conservés pour être examinés par les missions de supervision. Un compte spécial sera ouvert à des conditions et modalités agréées par le FIDA.

26. **Comptabilité et vérification des comptes.** Les BGP tiendront les comptes consolidés du projet avec le concours de l'unité d'appui financier. Les méthodes d'établissement des rapports financiers et les pratiques comptables appliquées par le bureau des finances ont l'agrément du FIDA. Les services comptables, dotés d'un effectif de personnel suffisant, seront parfaitement en mesure de tenir les comptes du projet. L'agence nationale de vérification des comptes, organisme totalement indépendant qui relève du Conseil d'État, sera chargée de vérifier tous les comptes du projet. Les BGP à l'échelon des communes, des cantons et de la région conserveront les justificatifs de tous les achats effectués. L'agence nationale de vérification des comptes vérifiera tous les retraits opérés sur le compte du projet à partir des états de dépenses et indiquera si ces dépenses correspondent effectivement aux catégories relevant des décaissements du FIDA. Elle examinera également la gestion des opérations de crédit et formulera des observations au sujet des décaissements, des recouvrements et des provisions pour impayés. Le gouvernement communiquera au FIDA et à l'institution coopérante des copies certifiées des rapports de vérification des comptes au plus tard six mois après la fin de chaque exercice. Par ailleurs, le PAM exige la vérification des dépenses du projet et de l'utilisation de l'aide alimentaire ainsi que la confirmation des journées de travail et des rations distribuées. Les deux types de contrôle devraient être effectués simultanément.

F. Organisation et gestion

27. **Participation des bénéficiaires.** Dans chaque village, un groupe chargé de l'exécution du projet sera constitué avec la participation du responsable du village, du comptable local, d'une représentante de la Fédération des femmes, d'agrozootechniciens villageois ainsi que de trois bénéficiaires élus, dont deux femmes. Ce groupe élaborera le PDV dans le cadre d'un processus participatif associant l'ensemble du village qui comportera les étapes suivantes: a) rassembler les villageois pour examiner avec eux les différentes possibilités d'investissement; b) formuler le PDV; c) informer tous les ménages des activités du projet; d) organiser les équipes qui participeront aux activités vivres-contre-travail; e) donner des conseils sur la façon de présenter les demandes de prêt; f) apporter une aide pour les décaissements, la supervision et le recouvrement des prêts; et g) s'assurer que les activités sont bien ciblées et que les bénéficiaires en suivent le déroulement. L'élection du responsable du village et l'adoption des techniques de diagnostic rural participatif viendront renforcer le processus de participation.



28. **Prise en compte des spécificités de chaque sexe.** En raison de la féminisation de l'agriculture liée à l'exode massif des hommes, de l'intensification des opérations agricoles et du poids des tâches ménagères, il est indispensable que les activités soient axées sur les femmes. En effet, l'analphabétisme touche particulièrement les femmes alors que la plupart des services publics sont assurés par des hommes. Aussi chacune des activités du projet insistera-t-elle plus particulièrement sur les aspects suivants: a) techniques agricoles permettant de gagner du temps; b) développement de services de vulgarisation et de formation, qui seront plus en prise sur les besoins des femmes; c) autonomisation des femmes par une action d'alphabétisation; d) promotion de cultures à valeur élevée exigeant peu de main-d'oeuvre et création d'activités rémunératrices à la ferme ou dans les environs; e) amélioration de l'accès au crédit; f) accès facilité à l'eau de boisson et g) développement de l'utilisation du biogaz comme source d'énergie domestique. Le relèvement de la qualité des services de santé et de formation, l'amélioration notable des réseaux d'adduction d'eau et la promotion de sources d'énergie durables et sanitaires rationnelles sont autant d'activités qui contribueront à faire reculer la prévalence des maladies. Un appui éducatif sera fourni à des adultes, essentiellement des femmes, pour qu'elles suivent des cours d'alphabétisation fonctionnelle et/ou acquièrent des compétences techniques, et les familles recevront une aide financière pour que leurs enfants puissent poursuivre leurs études primaires. Les différents programmes de formation, conjugués à l'approche institutionnelle de la planification participative des activités villageoises, conduiront les individus, les ménages et la communauté à prendre mieux conscience de leur situation socio-économique et à exprimer sans réticence leurs besoins.

29. **Ciblage du financement rural.** Ce sont les CCR qui assureront les services financiers et notamment les opérations de crédit financées par le prêt du FIDA. La structure de gestion du crédit, calquée sur la structure de gestion du projet, sera notamment chargée de l'appui et de la coordination des organisations concernées, dont la Banque populaire de Chine et les unions des coopératives de crédit rural. Avant que le projet ne démarre, le BGP régional aidera le département régional des finances de la Banque populaire de Chine et l'union des coopératives de crédit rural à établir un manuel pour les services financiers détaillant les principes directeurs et procédures opérationnelles relatives au crédit. Le manuel d'exploitation et les modules de formation, qui s'inspireront du manuel et des modules mis au point avec l'assistance technique allemande pour le projet mené avec l'appui du FIDA et du PAM dans les monts Wulin, seront les mêmes pour toutes les activités du projet. Les CCR seront responsables de l'évaluation et de l'approbation des demandes de crédit, du décaissement, du suivi et du recouvrement des prêts, de la gestion des risques, de la comptabilité et de l'établissement des rapports ainsi que de l'encadrement et de la surveillance des opérations de crédit. Les unions cantonales des CCR géreront le fonds de crédit, achemineront les ressources destinées aux CCR, organiseront et surveilleront la formation des agents de ces coopératives, encadreront leurs opérations de crédit, conserveront et synthétiseront leurs rapports et, enfin, communiqueront des données sur le projet au département cantonal des finances par l'intermédiaire du BGP de canton.

30. **Gestion du projet.** Au niveau national, la responsabilité du projet incombera au Ministère de l'agriculture et au Ministère des finances. Au niveau régional, c'est le département de l'agriculture qui sera le principal responsable de l'exécution du projet et qui orientera et coordonnera les activités de tous les organismes techniques participants. Le département régional des finances sera quant à lui chargé de la gestion et de la supervision des fonds du projet et veillera à ce que le prêt du FIDA soit remboursé au Ministère des finances. Un accord de gestion précisera le rôle et les responsabilités de chaque organisme d'exécution, y compris des CCR qui serviront d'intermédiaires financiers, et précisera les procédures d'exécution. Tous les BGP au niveau régional et cantonal ont déjà été mis en place en tant qu'organes de coordination des différents groupes de pilotage; ceux-ci, pour leur part, assureront l'orientation générale des activités, approuveront les plans, prendront connaissance des rapports, formuleront des observations à leur sujet, le cas échéant, et enfin guideront les activités du projet. Ces groupes de pilotage se réuniront chaque trimestre et aussi ponctuellement, en fonction des besoins. Les BGP sont et resteront de petites entités chargées de la coordination, laissant l'exécution aux organismes concernés. Une représentante de la Fédération des femmes est déjà présente dans



chaque BGP. Pour tous les investissements et toutes les dépenses de fonctionnement, les ressources du projet seront allouées en temps voulu aux organismes participants, y compris la Fédération des femmes, conformément au plan de travail et budget annuel approuvé.

31. **Suivi.** Les BGP régionaux établiront des rapports d'activité semestriels et annuels qui comporteront des précisions sur le suivi réalisé par les bénéficiaires, l'utilisation des journées de travail et de formation, l'évaluation de la qualité de l'infrastructure et des données ventilées par sexe. Une mission conjointe associant l'UNOPS, le PAM et le FIDA fera le point des progrès réalisés et apportera une aide à l'exécution en cas de problème. Les principaux indicateurs porteront sur les éléments suivants: a) production vivrière, cultures de rente et élevage; b) revenus des ménages ou indicateurs indirects du renforcement de l'autosuffisance alimentaire; c) revenus provenant des activités des femmes; d) accès aux structures de santé et d'éducation, en particulier dans les villages. Les rapports d'activité traiteront aussi des aspects physiques, environnementaux, financiers, institutionnels et socio-économiques. Au niveau régional et cantonal, des ordinateurs et les logiciels nécessaires seront fournis au personnel chargé du suivi. Des ateliers de démarrage seront organisés au niveau régional ainsi que dans chaque canton, où se déroulera en outre chaque année un atelier de bilan. L'objectif principal de ces ateliers de gestion sera de faire le point des activités menées au cours de l'année écoulée, de tirer les leçons de l'expérience et de veiller à ce qu'il en soit tenu compte dans le plan de travail et budget annuel suivant. Enfin, il sera organisé chaque année pour plusieurs cantons des ateliers qui porteront sur les systèmes de suivi, la participation des femmes, les méthodes de diagnostic rural participatif et les services financiers, le but étant de débattre des questions d'intérêt commun et d'établir un système de rétro-information sur l'expérience acquise et les enseignements tirés.

32. **Évaluation de l'impact.** Trois instruments permettent d'évaluer l'impact des activités d'un projet: l'enquête de référence, le bilan à mi-parcours et le bilan à l'achèvement du projet. Pour l'enquête de référence, qui sera réalisée avant le démarrage des activités du projet, on adoptera la méthodologie suivie pour le projet de développement des zones des monts Wulin peuplées de minorités ethniques. L'accent sera mis particulièrement sur la sécurité alimentaire des ménages, que l'on évaluera à l'aide de mesures anthropométriques. Un bilan à mi-parcours et un bilan à l'achèvement du projet seront effectués conjointement par le FIDA, le PAM et l'institution coopérante, en concertation avec le gouvernement, à la fin de la troisième et de la sixième année respectivement. Ces bilans, qui auront particulièrement pour objet d'évaluer l'impact des activités du projet sur les conditions de vie du groupe cible, seront l'occasion d'encourager les parties prenantes à mettre en commun leurs savoirs dans le contexte du projet et d'autres projets.

G. Justification économique

33. **Avantages et bénéficiaires.** S'agissant d'une région à déficit vivrier chronique, le projet aura vraisemblablement des effets majeurs sur la sécurité alimentaire des ménages. Ainsi, on estime que, la septième année, le surcroît annuel de production céréalière se situera aux alentours de 66 000 t, ce qui correspond en moyenne à 51 kg de céréales par personne; la zone du projet pourra ainsi passer du simple niveau de subsistance à une situation proche de l'autosuffisance. Cela permettra d'autre part aux ménages d'avoir un régime alimentaire beaucoup plus équilibré, comportant plus de protéines d'origine animale et végétale ainsi que plus de fruits et légumes. Le surcroît de production est estimé pour l'élevage à 2 600 t; pour les légumes à quelque 68 000 t et pour les fruits à 100 000 t. La plupart des 240 000 ménages visés par le projet vont sans doute connaître une amélioration spectaculaire de leurs conditions de vie socio-économique. Par exemple, on peut prévoir qu'un ménage caractéristique disposant de très peu de terre – 0,04 ha à l'heure actuelle sous irrigation – cultivera 0,1 ha irrigué et aura aussi acquis des terres non irriguées nouvellement bonifiées. Peut-être pourra-t-il élever un ou deux porcs dans de meilleures conditions et disposera-t-il de plus de volailles à la ferme. Les arbres nouvellement plantés sur 0,06 ha commenceront peu à peu à donner des fruits. Chose plus importante



encore, un enfant – probablement une fille – pourra terminer le cycle primaire à l'école locale qui aura été remise en état, tandis que sa mère aura suivi des cours d'alphabétisation et acquis quelques compétences techniques, ce qui lui permettra d'entreprendre une activité lucrative.

34. Les 240 000 ménages bénéficieront du développement de la production fermière grâce à une formation en matière d'agriculture et/ou d'élevage ou à des démonstrations au niveau des exploitations. Ces nouvelles compétences agricoles, conjuguées au programme de bonification des terres, permettront à quelque 175 000 bénéficiaires d'obtenir des prêts saisonniers. Le projet encouragera d'autre part la création d'environ 37 000 petites entreprises et activités rémunératrices, grâce au crédit saisonnier et à moyen terme ainsi qu'à une formation intensive des futurs entrepreneurs. Le nombre de bénéficiaires des services sociaux s'établit comme suit, selon les estimations: 41 800 personnes qui suivront les cours d'alphabétisation, 78 100 personnes qui assisteront aux stages de formation technique, 39 000 enfants (en particulier des filles) qui auraient autrement abandonné l'école et 60 500 femmes qui bénéficieront des soins prénatals.

35. **Analyse économique et financière.** On a intégré les données relatives à trois modèles (agriculture, élevage et arboriculture) pour construire un système d'entreprise agricole standard. Lorsque le projet fonctionnera à plein régime, le revenu annuel net ainsi perçu par chaque ménage augmentera d'à peu près 70%, passant de 516 à 878 USD environ. Le taux de rentabilité économique calculé pour l'ensemble de la zone du projet sur 20 ans est de 20,8% par an. Les résultats de l'analyse de sensibilité font apparaître une résistance des coûts et/ou des avantages attendus aux perturbations extérieures et montrent que, même en cas de recul de 10% des avantages et d'augmentation de 10% des coûts, le taux de rentabilité économique sera encore de 13,8%.

H. Risques

36. Il existe des risques liés à l'éventualité de phénomènes climatiques extrêmes, comme de très fortes précipitations qui pourraient entraîner une inondation des dolines les plus vastes ou un début précoce de la sécheresse hivernale, qui compromettrait la deuxième récolte annuelle de maïs. Le projet cherchera à en atténuer l'impact en assurant une meilleure gestion des eaux destinées à l'irrigation de manière à régulariser les approvisionnements pendant les longues périodes de sécheresse. On pourra également encourager l'utilisation de feuilles de plastique pour recouvrir les cultures de printemps afin de tirer pleinement parti de l'amélioration des disponibilités en eau et de prolonger la saison de culture. Le développement rapide de l'utilisation des feuilles de plastique pour diverses cultures a montré que, lorsqu'une technique a fait ses preuves, les taux d'adoption sont particulièrement élevés. Il pourrait y avoir un risque lié à la disponibilité et la qualité des intrants, en particulier le matériel végétal. Le projet apportera une aide pour la multiplication des semences et la fourniture de matériel végétal exempt de maladies.

I. Impact sur l'environnement

37. Bien que la zone du projet se trouve dans une région accidentée, le couvert végétal est encore dense et l'érosion des sols limitée. De vastes programmes de reboisement ont été entrepris par les autorités: il s'agit le plus souvent d'essences à vocation économique plutôt que forestière. Le développement de l'irrigation et la mise en valeur des terres non irriguées contribueront à améliorer la productivité des terres arables, ce qui devrait permettre une utilisation écologiquement et économiquement durable de terres marginales consacrées à des cultures annuelles, pour passer par exemple à des cultures de rente pérennes. Tous les travaux de construction routière seront réalisés conformément aux normes nationales, et des arbres seront notamment plantés au bord des routes pour assurer une meilleure protection. Les sources d'eau qu'il est proposé d'utiliser pour l'approvisionnement en eau potable correspondent aux normes nationales; elles sont de qualité très supérieure aux sources actuellement exploitées – bien souvent de simples cours d'eau – et d'accès beaucoup plus facile. Le projet envisagé devrait avoir des effets positifs sur l'environnement.

J. Aspects novateurs

38. Le projet a été conçu par une équipe nationale de consultants avec un appui international limité. Lors d'une phase préparatoire, la zone du projet et le groupe cible ont été présélectionnés à l'aide de la méthode ACV, et un cours de formation a permis d'initier les agents des BGP des cantons et des communes aux méthodes de diagnostic rural participatif. Par la suite, des diagnostics ruraux participatifs ont été effectués dans 40 villages retenus avant la formulation du projet. L'application de ces mêmes méthodes pour la préparation et la mise en oeuvre des PDV assurera la participation active des groupes cibles. Un programme de suivi lancé et conduit par les bénéficiaires sera introduit dans le cadre duquel les communautés villageoises soumettront par écrit deux fois par an un rapport sur les services et les intrants reçus et sur les résultats obtenus. L'évaluation d'impact fera appel à la méthodologie des enquêtes de référence et aux rapports périodiques rédigés par les bénéficiaires. La fermeture des forêts, mesure appliquée à grande échelle en engageant la responsabilité des villages, vise à régénérer les forêts très dégradées de la zone du projet. Des associations professionnelles d'agriculteurs seront créées pour représenter les intérêts particuliers et communs des producteurs de cultures à bon potentiel commercial. Des études détaillées sur les marchés et la commercialisation viendront étayer le système. L'accent mis tout particulièrement sur les produits forestiers autres que le bois d'oeuvre augmentera la rentabilité des enveloppes de crédit pour des activités de sylviculture, tout en atténuant les risques pour l'environnement puisque des arbres pérennes seront plantés sur certaines des terres les plus sujettes à l'érosion – en remplacement des cultures vivrières à faible rendement pratiquées sur une grande partie de ces superficies. Le renforcement et la réorientation des services de vulgarisation agricole et zootechnique permettront de mieux répondre aux besoins des pauvres et des femmes. De multiples démonstrations de pratiques préconisées seront réalisées à petite échelle sur les parcelles de paysans pauvres, des femmes en particulier, pour beaucoup dans des villages reculés.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

39. Un accord de prêt entre la République populaire de Chine et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

40. La République populaire de Chine est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

41. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

42. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République populaire de Chine un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à vingt-trois millions huit cent mille droits de tirage spéciaux (23 800 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} décembre 2040 et avant cette date. Ce prêt est assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Fawzi H. Al-Sultan

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations de prêt conclues le 28 novembre 2000)

1. Le Gouvernement de la République populaire de Chine (ci-après dénommé le Gouvernement) mettra le produit du prêt à la disposition des Bureaux de gestion du projet (BGP) régionaux conformément à ce qui est prévu dans les Programmes de travail et budgets annuels (PTBA) pour l'exécution du projet. Les BGP régionaux mettront à la disposition des BGP des cantons et des communes les fonds du prêt nécessaires en conformité avec les PTBA.
2. Aux fins de déposer le produit du prêt conformément à ce qui est prévu dans les PTBA, le Gouvernement fera en sorte que les BGP régionaux ouvrent puis tiennent des comptes distincts de projet, dans une banque agréée par le FIDA.
3. Les fonds disponibles et autres ressources nécessaires inscrites dans les PTBA seront acheminés pour réaliser le projet comme prévu dans l'accord de gestion et pour mettre en œuvre la composante services financiers conformément à l'accord de prêt subsidiaire entre les BGP de cantons et les Unions des coopératives de crédit rural.
4. Le Gouvernement veillera à ce que:
 - i) Les effectifs des BGP soient limités au minimum compatible avec les tâches de coordination, de facilitation et de suivi à tous les niveaux. En particulier, on évitera le recrutement dans les BGP de plus d'un cadre de chaque organisme d'exécution;
 - ii) les dispositions réglementaires applicables à la gestion financière des projets financés au titre du prêt, qui ont été établies par le Ministère des finances en 1995, seront adaptées pour prendre en compte les changements introduits dans les accords de prêt du FIDA depuis 1996;
 - iii) les BGP créés aux niveaux de la région, du canton et de la commune seront maintenus en activité pendant au moins quinze ans après l'achèvement du projet. Les frais de fonctionnement et le financement des services techniques continueront d'être assurés après le projet et les normes de fin de projet seront maintenues;
 - iv) les BGP à tous niveaux compteront une proportion équitable de femmes parmi leurs effectifs et s'efforceront de parvenir au ratio cible de 50% de femmes à la faveur des recrutements et remplacements ultérieurs;
 - v) les BGP de région et de canton nommeront au sein de leur personnel une personne responsable des questions d'équité entre hommes et femmes pour suivre cet aspect dans le projet;
 - vi) l'appui à la Fédération des femmes portera sur des unités de formation, de l'équipement et du matériel pédagogique. La fédération jouira d'une pleine autonomie de gestion dans les limites établies par les documents de projet et le PTBA;
 - vii) la Fédération des femmes recevra les fonds nécessaires à l'organisation du dispositif de microcrédit, qui appliquera au crédit les conditions du marché;



ANNEXE

- viii) dans les communes, la propriété des équipements de formation sera transférée à la Fédération des femmes qui, par la suite, mettra ces équipements et le matériel correspondant à la disposition d'autres organismes d'exécution du projet;
- ix) la construction ou la remise en état des stations communales d'agriculture et d'élevage sera précédée d'une évaluation et d'un inventaire des besoins; des locaux communs seront proposés, chaque fois que possible, afin d'utiliser plus efficacement les fonds destinés aux sites, bâtiments et services et d'assurer aux agriculteurs des prestations optimales. Un plan d'action détaillé sera soumis au FIDA pour approbation avant l'atelier de démarrage;
- x) l'amélioration des équipements communaux sera précédé d'une évaluation des besoins et des opportunités;
- xi) quand les activités du projet ont une incidence sur l'attribution et/ou à la qualité des terres disponibles, la réallocation sera inscrite au Plan de développement villageois (PDV) et sera décidée dans le cadre d'un processus participatif auquel tout le village sera associé par le biais des groupes d'exécution villageois où les femmes seront représentées;
- xii) les démonstrations seront réalisées dans les champs ou avec les animaux des agriculteurs très pauvres et extrêmement pauvres. Les intrants nécessaires aux démonstrations seront fournis par le projet et 50% seront donnés à l'agriculteur qui gardera en outre le produit de la démonstration en récompense de la mise à disposition de son terrain pour la formation de ses voisins;
- xiii) 30% au moins de ces démonstrations seront réalisées dans des villages reculés;
- xiv) tout le matériel végétal fourni dans le cadre du projet sera de qualité certifiée;
- xv) il sera offert aux coopératives de crédit rural la possibilité d'acquérir des équipements supplémentaires et de former leur personnel de terrain aux méthodes de crédit. Ordinateurs et moyens de transport seront fournis contre remboursement, étalé sur une période de quatre ans;
- xvi) le programme de crédit dans le canton de Nandan n'absorbera pas plus de 50% des financements alloués au canton pour ce type d'activité jusqu'à ce qu'une solution satisfaisante soit trouvée au problème de la couverture géographique des coopératives de crédit rural dans la zone;
- xvii) avant la rénovation ou la construction de salles de classes primaires, il sera constitué un comité de parents d'élèves. Ce comité sera chargé de fournir la main-d'œuvre non qualifiée nécessaire aux travaux de réfection puis à l'entretien et la maintenance des locaux;
- xviii) les cours d'alphabétisation fonctionnelle seront révisés pour inclure des thèmes en rapport avec les questions juridiques et administratives, l'utilisation des intrants agricoles, les soins de santé primaires et la nutrition, l'épargne et le crédit;
- xix) la constitution de comités d'utilisateurs de l'eau à l'échelon des villages et la préparation de plans détaillés pour l'approvisionnement en eau potable précéderont la construction des installations;



ANNEXE

xx) les vivres distribués aux bénéficiaires du projet seront conformes aux normes de qualité du Programme alimentaire mondial (PAM).

5. L'entrée en vigueur de l'accord de prêt est subordonnée à la condition supplémentaire suivante:

L'accord de gestion du projet a été dûment signé et sa signature et son application par les parties concernées ont été dûment autorisées ou ratifiées par toutes les autorités administratives et gouvernementales compétentes.

6. Il ne sera effectué aucun décaissement au titre du fonds renouvelable de crédit avant que l'accord de prêt subsidiaire ne soit approuvé par le FIDA. Il ne sera procédé à aucun décaissement en faveur d'une quelconque Union de coopératives de crédit rural de canton avant que l'accord de prêt subsidiaire avec celle-ci ne soit signé.

COUNTRY DATA

CHINA

Land area (km² thousand) 1997 1/	9 326	GNP per capita (USD) 1998 2/	750
Total population (million) 1998 1/	1 238.6	Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1990-98 2/	9.6
Population density (people per km²) 1998 1/	133	Average annual rate of inflation, 1990-98 2/	9.7
Local currency	Yuan Renminbi (CNY)	Exchange rate: USD 1 =	CNY 8.26
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1980-98 1/	1.3	GDP (USD million) 1998 1/	959 030
Crude birth rate (per thousand people) 1998 1/	16	Average annual rate of growth of GDP 1/	
Crude death rate (per thousand people) 1998 1/	8	1980-90	10.1
Infant mortality rate (per thousand live births) 1998 1/	31	1990-98	11.2
Life expectancy at birth (years) 1998 1/	70	Sectoral distribution of GDP, 1998 1/	
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	39.2	% agriculture	18.4
Poor as % of total rural population 1/	4.6	% industry	48.7
Total labour force (million) 1998 1/	743.2	% manufacturing	37.1
Female labour force as % of total, 1998 1/	45.2	% services	32.9
Education		Consumption, 1998 1/	
Primary school gross enrolment (% of relevant age group) 1997 1/	122.7	General government consumption (as % of GDP)	11.9
Adult literacy rate (% of total population) 1997 3/	82.9	Private consumption (as % of GDP)	45.4
Nutrition		Gross domestic savings (as % of GDP)	
Daily calorie supply per capita, 1996 3/	2 844	Balance of Payments (USD million)	
Prevalence of child malnutrition (height for age % of children under 5) 1992-98 1/	31.4	Merchandise exports, 1998 1/	183 527
Prevalence of child malnutrition (weight for age % of children under 5) 1992-98 1/	15.8	Merchandise imports, 1998 1/	136 914
Health		Balance of merchandise trade	
Health expenditure, total (as % of GDP) 1990-98 1/	4.5	46 613	
Physicians (per thousand people) 1990-98 1/	2	Current account balances (USD million)	
Percentage population without access to safe water 1990-97 3/	33	before official transfers, 1998 1/	
Percentage population without access to health services 1981-92 3/	n.a.	after official transfers, 1998 1/	
Percentage population without access to sanitation 1990-97 3/	76	Foreign direct investment, 1998 1/	
Agriculture and Food		43 751	
		Government Finance	
Food imports as percentage of total merchandise imports 1998 1/	4.8	Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP) 1997 1/	
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1995-97 1/	2 882	-1.5	
Food production index (1989-91=100) 1996-98 1/	153.5	Total expenditure (% of GDP) 1997 1/	
		8	
		Total external debt (USD million) 1998 1/	
		154 599	
Land Use		Present value of debt (as % of GNP) 1998 1/	
Arable land as % of land area, 1997 1/	13.3	14.3	
Forest area (km ² thousand) 1995 1/	1 333.2	Total debt service (% of exports of goods and services) 1998 1/	
Forest area as % of total land area, 1995 1/	14.3	8.6	
Irrigated land as % of cropland, 1995-97 1/	37.7	Nominal lending rate of banks, 1998 1/	
		6.4	
		Nominal deposit rate of banks, 1998 1/	
		3.8	

n.a. not available.

Figures in italics indicate data that are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 2000

2/ World Bank, *Atlas*, 2000

3/ UNDP, *Human Development Report*, 1999

PREVIOUS IFAD LOANS TO CHINA

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approved Loan/ Grant Amount	Disbursement (as % of Approved Amount)
Northern Pasture and Livestock Development Project	IFAD	UNOPS	HC	22 Apr 81	20 Jul 81	31 Dec 88	L - I - 62 - CH	SDR	28 700 000	100%
Hebei Agricultural Development Project	IFAD	World Bank: IBRD	I	15 Sep 82	14 Jan 83	31 Dec 88	L - I - 107 - CH	SDR	22 900 000	100%
Rural Credit Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	11 Sep 84	22 Jan 85	30 Jun 89	L - I - 153 - CH	SDR	24 250 000	100%
Guangdong Integrated Freshwater Fish Farming Project	IFAD	World Bank: IBRD	I	03 Dec 86	24 Mar 87	31 Dec 92	L - I - 195 - CH	SDR	10 150 000	96.4%
Sichuan Livestock Development Project	IFAD	UNOPS	HC	30 Nov 88	16 May 89	30 Jun 95	L - I - 233 - CH	SDR	13 400 000	100%
Shandong/Yantai Agricultural Development Project	IFAD	UNOPS	HC	07 Dec 89	10 Jul 90	31 Dec 96	L - I - 254 - CH	SDR	16 800 000	100%
Shanxi Integrated Agricultural Development Project	IFAD	UNOPS	HC	04 Apr 91	26 Jul 91	30 Jun 98	L - I - 281 - CH	SDR	17 850 000	99.9%
Jilin Low-lying Land Development Project	IFAD	UNOPS	HC	14 Apr 92	15 Jun 92	30 Jun 98	L - I - 300 - CH	SDR	20 000 000	99.9%
Yunnan-Simao Minorities Area Agricultural Development Project	IFAD	UNOPS	HC	15 Sep 93	10 Dec 93	31 Dec 00	L - I - 335 - CN	SDR	18 400 000	98.6%
Qinghai/Hainan Prefecture Agricultural Development Project	IFAD	UNOPS	HC	05 Dec 94	08 Jun 95	30 Jun 01	L - I - 364 - CN	SDR	13 500 000	96.9%
Jiangxi/Ganzhou Integrated Agricultural Development Project	IFAD	UNOPS	HC	06 Dec 95	10 May 96	30 Jun 01	L - I - 395 - CN	SDR	15 950 000	87.8%
Northeast Sichuan and Qinghai/Haidong Integrated Agricultural Development Project	IFAD	UNOPS	HC	11 Sep 96	14 May 97	31 Dec 02	L - I - 424 - CN	SDR	19 100 000	78.3%
Southwest Anhui Integrated Agricultural Development Project	IFAD	UNOPS	HC	11 Sep 97	12 Dec 97	30 Jun 03	L - I - 451 - CN	SDR	19 100 000	41.7%
Wulin Mountains Minority-Areas Development Project	IFAD	UNOPS	HC	10 Sep 98	21 Apr 99	31 Dec 04	L - I - 483 - CN	SDR	21 100 000	13.1%
Qinling Mountain Area Poverty-Alleviation Project	IFAD	UNOPS	HC	08 Dec 99	15 Aug 00		L - I - 517 - CN	SDR	21 000 000	





PROJECT COMPONENTS AND IMPLEMENTATION ARRANGEMENTS

Project Description

1. The goal of the project is to sustainably reduce the poverty of about 240 000 households living in 74 townships, spread over 10 counties. This requires improved impact of productivity gains, income growth and social services. Per capita grain availability should increase by 51 kg, and income by USD 36, while preventable diseases and number of school drop-outs will decrease and about 37 000 microenterprises will be started up. The economic and social development objectives require a multisectoral approach, combining investments in both physical and human resources with emphasis on labour productivity and implementation in a coherent and integrated fashion. Therefore, a project management agreement will specify the role and responsibilities of each technical agency and provide details on implementation procedures. PLGs and PMOs will guide, coordinate and facilitate the work of the technical implementing agencies. Project activities will be implemented by the respective agencies and will constitute five major components: (a) agricultural development; (b) financial services; (c) social development; (d) rural infrastructure; and (e) project management.

Implementation Arrangements

2. **Institutional framework.** The administrative system comprises a multi-tier structure from the central Government, through region, prefecture, county and township to the administrative village level. In the GZAR the prefecture level is less well developed and administrative relations run from region to county, often bypassing the prefecture level altogether. Local officials at each level have considerable autonomy in decision-making and genuine responsibility for ensuring that the planned work is actually carried out. This arrangement is highly successful in achieving physical development with externally financed projects, as reflected in IFAD and WFP experience in China. Government officials at township level and above are "state cadres" paid by the Government. At the village level, officials are elected. These village cadres include the administrative village leader, administrative village accountant and natural-village leaders, one in each natural village. This group forms the village committee, the leading body of the administrative village. The village cadres are not paid by the state, but usually receive an allowance from taxes collected in the village. Few village cadres are women except for the WF representatives, who are present in every village and have a special responsibility, among many others, to promote family planning policies.

Agricultural Development

3. **Technical support services.** Technical support for agriculture is provided at the regional level through the Regional Agricultural and Animal Husbandry Office (comprising the Department of Agriculture, the Department of Cash Crops and the Department of Animal Husbandry) and the Forestry Administration. The Department of Water Conservancy, the Rural Enterprise Bureau and the Meteorological Bureau are also providing assistance to the farming community. At the county level, agriculture, cash crops and animal husbandry take on separate identities. The regional universities and the Academy of Agricultural Science provide training opportunities for regional, prefecture and county officials and undertake adaptive research and field experimentation, some of which is contracted out to lower-level organizations. For all projects, planning, design and implementation are monitored by the environmental protection bureaux (EPBs) at different administrative levels and follow the agricultural, forestry, land and water resources laws, and the Natural Reserves Regulation stipulations, including the new regulations concerning the cutting and removal of trees.



4. **Extension systems** for annual crops and livestock functioned relatively well during the collective responsibility system. With the shift to the household responsibility system, the number of clients has increased greatly and production practices and technologies are increasingly complex. In addition, farmers are financially independent and choose what they want to do and accept the concomitant risks. In order to continue to provide worthwhile services to farmers, the extension systems need strengthening, in particular at the base level. The system lacks the funds and basic facilities for farmer-directed extension activities, for the development of new packages and for staff training. Township level services, the only ones reaching the village, are mainly financed by local Government from local taxes. Because project townships are poor and the taxation base is low, provision of better accommodation and basic equipment are required to improve the extension systems.

5. The current extension methodology combines experiments equivalent to adaptive trials and rather large demonstrations held principally in the fields of the farmer-technicians. The system overlooks the needs of farmers in isolated villages, usually without farmer-technicians, and with worse labour conditions prevailing in those villages. The same applies to women farmers and thus the system needs additional focus on poor farms and on women farmers in outlying villages. Inputs for these demonstrations will be provided with a 50% grant portion. The farmer will keep the produce of the demonstration and receive a food ration to compensate for about 50% of the estimated cultivation time. By selecting the poorer and poorest farmers, this will help to graduate them as creditworthy while establishing demonstrations adapted to the conditions of poor households. Staff also need training in technical, financial and practical farm management skills to enable them to disseminate agricultural technology to farmers and to interface with credit officers. Despite this, it was noted, for example, that the use of agricultural plastic has spread to high valleys after only one visit from extension officers. Similarly, high-yielding varieties of paddy rice are now being used almost universally when conditions warrant it.

6. There is a lack of good-quality seed in adequate quantity. Selected farmers or groups will be supported to multiply improved seed on behalf of the seed companies, with credit for the inputs and technical support from extension staff. The average household keeps one pig and a few chickens, often with low productivity. The increased availability of crop by-products and residues for livestock feed, availability of credit to buy better quality animals and improved housing, will be supported with training and better services.

7. **Water engineering.** The water conservancy bureaux (WCBs) at the province, prefecture and county level are responsible for planning, design, construction, management and operation of major irrigation schemes, including on-farm development works and drinking water supply. The county WCBs have good experience in management and operation of existing schemes, but less experience in the design of a large number of small schemes to be implemented simultaneously over a relatively short time period. Regional and prefecture WCBs have trained staff available to make up the requirement. Engineering fees have been specified for all engineering work at a rate of about 7% of total material cost, excluding food rations. These fees will cover all costs of the WCB related to studies, site supervision, beneficiary training for scheme installation, running and management. The amounts will also enable the PMOs at county and regional level to recruit outside engineering consultants to validate the technical proposals, detailed designs and estimated construction cost made by the WCBs, in particular for the larger schemes.

8. **Irrigation and dryland development** provide one of the best ways to enable farm households to increase their food production. This was the highest priority expressed during the PRA. Opportunities for irrigation are limited by the availability of suitable land and water. A substantial number of the older schemes are not functioning well as a result of faulty design and/or construction, rendering maintenance almost impossible. The main system failure is massive seepage, which reduces efficiency of water use to a very low percentage. The first priority, therefore, is to upgrade old



systems through the provision of hard canal lining. The water saved will enable most systems to be expanded well beyond the current command area. The second priority refers to the karst-formation sink-holes. The aim is to construct individual 60 m³ tanks to capture run-off during the rainy season. These tanks are expensive, but the opportunity to lengthen the cropping season by a few weeks at both ends has dramatic effects on yields, virtually guaranteeing a proper second crop in all affected areas. Other interventions concern a handful of small pumping stations and the occasional construction of check dams, drainage ditches and one flood-control dike. In addition, dryland development will include soil deepening of more than 51 000 mu, land levelling of 18 000 mu and about 21 000 mu of terracing, soil conservation and conversion to paddy.

9. During and/or following construction of communal schemes, VIG will organize farmers in water user groups, consisting of all beneficiary farmers. If any scheme will touch territories in more than one administrative village, the township WCB-station will offer its usual management support to the overall scheme committee. The group(s) will be trained in all aspects of irrigation water management on and off the field, including control of water to the individual fields or sections, O&M procedures, including simple construction and repair of canals, pumps, reservoirs and other structures. In villages with drinking water development, training will include both topics. Water management charges will be levied to cover operational and maintenance costs, excluding voluntary labour.

10. **Economic crops.** The present contribution of perennial cash crops to the household income is low, but the potential is high. The market prospects for tea, walnuts and chestnuts, bananas and bamboo shoots as well as a range of other non-timber forest products are particularly good. The developments on annual crop land will enable farmers to restore their most unproductive land to a more rational use with perennial crops. More than 250 000 mu of privately owned plots will be established using credit. The PRA exercises have shown that items most wanted by beneficiaries are generally in line with climatic potential in the counties. Nurseries will be supported on a total area of about 800 mu. Because of the need to quickly generate seedlings in large quantities these nurseries will be established by the technical bureaus. They will be privatized as quickly as possible or closed before the project closing date. Training of county and township staff and of farmers will teach new techniques for the development of rapidly maturing trees, including new planting materials, proper planting methods and subsequent pruning and fertilization. Food-for-training compensation will encourage women, in particular, to attend these sessions.

11. **Forestry and environmental-economic tree planting** The protection of key irrigation and road infrastructure as well as of river banks prone to erosion will be supported through the establishment of about 35 000 mu of environmental-economic trees. They will be selected for their site-suitability and their capacity to contribute to household or village income and or fuel supplies from prunings. Planting will be arranged by the village through VIG, the trees will then normally be assigned to individual households in proportion to their contributions to the establishment, but communal management will be acceptable if the village so decides. Households will be entitled to the produce and prunings from the trees but will not be permitted to fell. Forestry activities will be supported by expanding an experimental system developed by the forestry bureaus. This system is known as "forest closure" and consists in assigning responsibility for about 200 ha to individual villagers for excluding all human activity in degraded forest to allow natural regeneration for 5 to 10 years. These forest guards will be recruited from villages affected by the closure. The programme is expected to cover 1.33 million mu (90 000 ha), which will require the recruitment of about 450 guards. These will receive an annual compensation package combining financial and food incentives. The organization and identification of the forest closure plots should be part of the VDP and receive full support of the village committees.

12. **Biogas** The project will further the more efficient use of energy, improve human hygiene and better livestock husbandry through the strong promotion of biogas units. These units will incorporate an



improved pig shed, a better latrine system and a biogas generator. Costs for materials and skilled labour will be borne by the project; farmers will provide unskilled labour but will receive FFW-rations in return. Care will be taken in selecting poor households. Two sizes of equipment will be used. The first will be suitable for poor households with one pig and will principally cover their lighting needs. Households with two or more pigs will be able to opt for a larger system that will provide energy for cooking as well.

Financial Services

13. **RCCs** have the most extensive network at the grass-roots level compared to other credit institutions. The main sources of funds for RCCs are savings and deposits by rural households and by township enterprises, borrowings from ABC and PBC, and borrowings from other RCCs. Yet, the RCCs' liquidity is low. In the project counties, there is usually a full-time staffed RCC in every township, with only Nandan County falling much short of this target. Furthermore, although no formal village outlets or agents work on a commission basis at the village level, grass-roots services of RCCs are maintained with the assistance of village leaders. There is a RCC Union (RCCU) in each county, which provides management, coordination and clearing services to its member RCCs. PBC support and supervision is focused on these RCCUs.

14. **Eligible borrowers** will be poor households, especially poor women, who are economically active, but who presently have little or no access to formal financial resources. Functional literacy and skills training will be associated to facilitate access to credit. The type of credit available under the project will be short, medium and long term, up to five years for individuals. Groups may obtain larger loans, if conditions warrant this. No collateral will be required for loans up to CNY 2 000. The borrowers' contribution will generally be in-kind and consist of their labour and skills. The loan size will depend upon the financing needs of the income-generating project. Short-term loans will not exceed CNY 2 000 and medium-long-term loans CNY 4 000, but these restrictions need to be applied flexibly and responsibly in consultation between client and RCC. Repayments for six and twelve-month loans will be by one-time repayment with principal and interest in the last month of the term. Yearly repayments will be made at the end of each year for loans with a maturity of two-years or longer. RCCs will be requested to consider more flexible, i.e., more frequent loan-recovery schedules that suit farmers. The interest charged will be in line with that practised by the RCCs in the project area and may exceed the usual interest rate to cover extra costs and the establishment of a risk fund.

Social Development

15. **Primary education.** The project will support the creation of primary school facilities through repairs, renovation or new building of about 1 300 classroom-equivalents. Most of these will form one-class multi-grade "teaching posts" in remote natural villages to enable children to attend primary grades 1 through 3 in their village of residence or within easy walking distance "Central" schools, usually situated in the administrative village, may receive not more than 30% of the building programme resources. Teachers will acquire skills in multi-grade teaching, which will be the norm in the outposts. By law, Mandarin Chinese is the teaching language. Therefore minorities are trained, de facto, in a second language, at times by teachers who belong to the minority and are not fully conversant with the official language. Thus teachers will also be offered Chinese language training. To reduce the number of capable children, girls in particular, who do not attend school at all or drop out in the early years of their schooling, the project will provide funding of school costs for between 400 and 1 000 pupils annually in each county. These funds will be managed, in close collaboration with the village committees, by the Women's Federation, which has acquired extensive experience with programmes for school drop-outs. Subsidies will be consigned to the school, not the parents.



16. **Health.** The lowest level of government service is the township hospital, which is normally far from the village. The quality of health service will be improved, especially at the village level, and accessibility for poor households facilitated through the following: (a) village doctors and village nurse-midwives will receive six months of additional training in aspects that are particularly relevant for villages and they will be provided with a basic technical kit; (b) township doctors will receive training to improve their capabilities in gynaecological, obstetric and paediatric disease diagnosis and dispatching, and in administering the vaccination and epidemic-control programmes; (c) each health facility will receive resources to run substantial campaigns on health, sanitation and nutrition awareness in the villages; and (d) about 225 simple village clinics; 12 township hospitals and 34 township maternity wards will be upgraded or newly built and provided with relevant equipment. In addition, pregnant women will be supported with transportation costs and a food incentive to attend pre-natal check-ups in nearby township maternity facilities.

17. **Women's development and income generation.** Two distinct training programmes will be offered, each at two levels: basic and refresher. The first programme concerns literacy skills in Mandarin Chinese for largely non-Chinese speaking adults. This training will take place in a social context and will be based on the practical aspects of day-to-day social and economic life of the target population in order to impart functional literacy skills, including information on legal and administrative matters. The basic cycle will consist of 50-70 training days (TD). The refresher course will cover a further 20 to 30 TD about one year later. The education bureaux will identify one experienced primary school teacher in each administrative village, who will undergo specific training, including refresher courses, where they will be able to exchange experiences as teachers of adults. The second programme will deal with technical and managerial skills, covering the needs of candidates for income-generating activities. This programme will be aimed at (semi-) literate people, and will simultaneously sharpen literacy and math skills. Duration of training is expected to vary considerably with the required skill. All training will be supported by FFT-rations for beneficiaries and cash incentives for trainers; other financial resources will be allocated to the production and distribution of training materials. The WF will be entrusted with implementation.

18. **Women's Federation (WF).** WF was created in 1949 and is the primary organization mandated to assist women throughout China. There is a WF representative in every village committee, as well as at all higher administrative levels. WF has coordinated many practical courses for rural women, including agricultural technology, and operates a marketing scheme for women's produce. WF will be strengthened with equipment and with training facilities constructed in the townships. Incremental recurrent costs, including running costs for the vehicles allocated to WF, will be covered through specific annual allocations to the relevant WF budgets. WF will also manage a special "microinitiatives" fund, which will build upon the experience of WFs in the project counties with income-generating activities for women, based on microcredit and close monitoring and training support.

Rural Infrastructure

19. **Drinking water** is in very short supply in some parts of the project area. Women in particular have to walk long distances, often up or down significant gradients, to find water that is frequently unsuitable for human consumption. The project will support about 16 000 households with drinking-water tanks to capture run-off water during the rainy season. These tanks, constructed of masonry or concrete, have a capacity of about 30 cubic meters. The project will also support 83 village supply systems and 54 community tank schemes. These will provide water to common faucets and plastic standpipes in the community. Beneficiaries will receive training in water management. Committees will be established with full representation of women, and water charges will be levied appropriate to the needs of each scheme. Before construction, full detailed planning is required for each site and the contribution by the community, through the provision of labour and/or materials, will have to be



agreed. The project will assist WCB to establish suitable quality-monitoring programmes, particularly for tank water. In this regard, education of the beneficiaries in organoleptic testing will be important. Estimated costs include "engineering fees" to defray WCB costs in respect of site investigations, engineering studies, on-site supervision and beneficiary training.

20. **Village roads.** The project will construct about 193 km of village roads touching 76 administrative villages with an estimated 112 000 inhabitants. These roads will be in compliance with Chinese national standards for Class 4 roads and will follow the routes of existing small tracks. Detailed design studies and surveys will be made prior to beginning work on any road.

Project Management

21. **Project Management Offices (PMO)**, staffed by personnel from existing units and operating from existing premises have already been established at regional and county level. Township PMOs will be established before the project starting date. Staffing will be kept to the minimum compatible with efficient discharge of the PMO tasks, which are: (a) facilitating the work of the implementing technical agencies by providing them with the necessary funding for training, equipment and operating costs on a timely basis; and (b) monitoring project implementation and reporting. PMOs will recruit not more than one senior staff member from each implementation bureau. To ensure that the additional work load created by project implementation will be handled efficiently, the project will provide funds for start-up and management workshops, as well as for M&E and PRA methodology, implementation and analysis training for regional and county-level PMOs. Computer and credit-management training will also be offered to key staff. Mobility and office operations will be facilitated through the provision of vehicles, office equipment and coverage of the associated running costs. Additional funds are allocated in the budget of the regional PMO to finance tracer investigations, especially in relation to M&E, and to search for innovative opportunities for project management or beneficiary activities. The efficient operation of county and township PMOs is essential for the overall performance of the project. Ongoing training workshops on a variety of technical and administrative topics will be held throughout the life of the project. Training will also be provided for villagers and trainers for VIGs. Study tours to other IFAD/WFP projects or to relevant local sites will be arranged both to PMOs and project beneficiaries of VIGs.

APPENDIX IV

LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Performance Indicators	Means of Verification	Important Assumption
PROJECT GOAL			
1 Sustainable and equitable poverty reduction achieved in the Karst area of GZAR	1 Population below official poverty lines reduced by 75% by 2008	1 Leading Group on Poverty periodical reports	1 Other on-going programmes continued
PROJECT PURPOSE			Purpose to Goal
1 Achieve total factor productivity and income growth and increase impact of social services	1.1 Per caput grain availability increased by 45 kg before 2008 1.2 Per caput income increased by CNY 300, expressed in 1999 values 1.3 Incidence of preventable disease reduced 1.4 numbers of school drop-outs reduced by 50%, mostly girls 1.5 Enterprise start-ups, in particular by women	1.1 MOA reports and evaluation surveys 1.2 Poverty LG reports and evaluation surveys 1.3 Min. of Health reports 1.4 Education Bureau reports 1.5 RCCU reports	1.1.2 Prices and demand remain elastic 1.2.2 No major droughts 1.2 No major retrenchment in the economy of "urban" China 1.3 Costs of social services change in and line with income levels 1.4
PROJECT OUTPUTS			Outputs to Purpose
1.1 Responsive farmer extension services provided; farmers training programme designed and implemented	1.1.1 2 250 mu of crop experiments 1.1.2 92 000 on-farm demonstrations, notably on poor HH land 1.1.3 550 000+ farmer training days held, gender specific data kept	1.1 MOA periodic reports 1.2 MOA periodic reports 1.3 MOA periodic reports	1.1.2 New technology accepted by farmers
1.2 Marketing support systems strengthened	1.2 establishment of 5 farmer professional associations for specialty crops	1.2 MOA periodic reports	1.2 2 pilot schemes successful
2 Land and land use improved	2.1 199 000 mu of irrigation schemes upgraded or built by eop 2.2 91 000 mu of improved by various soil management techniques 2.3 254 000 mu of individual plots planted with economic crops 2.4 35 000 mu of common land planted with fuel and/or economic trees 2.5 1.3 million of mu of degraded forest regenerated through closure mechanism	2.1 WCB periodic reports 2.2 MOA periodic reports 2.3 MOA and FD periodic reports 2.4 ForD periodic reports 2.5 ForD periodic reports	
3 Poverty and gender sensitive rural financial services provided by RCCs	3.1 680 000 small loans given to resource poor HH for seasonal agriculture 3.2 284 000 medium-sized loans given to resource poor HH for investment in income generating activities; not less than 40% disbursed to women 3.3 All RCC staff trained	3.1 RCCU periodic reports 3.2 RCCU periodic reports 3.3 RCCU periodic reports	3 Achieved operational spreads on IFAD resources attractive for RCCs
4.1 Social service facilities upgraded	4.1.1 1 320 classes constructed/or upgraded 4.1.2 2 000+ teachers trained in MGT and teaching in putonghua 4.1.3 39 000 pupil-years of drop-outs' presence in primary schools 4.1.4 225 village health facilities upgraded or built; practitioners trained 4.1.5 12 township clinics and 34 maternity wards upgraded; all practitioners trained	4.1.1 Education Bureau reports 4.1.2 Education Bureau reports 4.1.3 Education Bureau reports 4.1.4 Min. of Health reports 4.1.5 Min. of Health reports	
4.2 Skills imparted for the Income Generation Activities	4.2.1 30 000 illiterates trained 4.2.2 57 000 semi-literates given skills for IGA	4.2.1 WF periodic reports 4.2.2 WF periodic reports	4.2.2 Skill trainers found



INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

APPENDIX IV

5	Rural infrastructure constructed or rehabilitated	5.1 24 000 of beneficiary HH served by new domestic water supplies 5.2 193 km of rural road network upgraded to class 4 5.3 22 500 household biogas systems installed	5.1 WCB periodic reports 5.2 Transportation Bureau periodic reports 5.3 ForD periodic reports	
6	Participatory and gender sensitive Village Development Plans established and operational	6.1 overall village plans drafted in each administrative village 6.2 village plans effectively taken forward to establish higher level plan en annual 6.3 women representation not less than 2 out of every 5 in all committees and PMOs	6.1 WGPAP periodic reports 6.2 WGPAP periodic reports 6.3 WGPAP periodic reports	6.1 PRA efforts continued 6.2 WF staff in responsible posts in PMOs and VIGs
	Activities	Inputs, including Food Rations	Means of Verification	Important Assumptions
				Activity to Output
1.1	Construct/rehabilitate AES and AHS; provide equipt and support	1.1 Building materials, equipment and labour (USD 1.9 million)	1.1 Project M&E system	1.1 Counterpart funds available on time
1.2	Train staff for crops and livestock	1.2 Training and training materials (USD 0.8 million)	1.2 Project M&E system	1.2
1.3	Train farmers for crops and livestock	1.3 FFT and materials (USD 0.7 million)	1.3 Project M&E system Beneficiary surveys	1.3 Appropriate training targeted on the resource-poor
1.4	Conduct experiments and on-farm demonstrations	1.4.1 Material inputs (USD 5.0 million) 1.4.2 Voluntary labour (USD 1.3 million)	1.4 Project M&E system Beneficiary surveys	1.4 Experiments generate new technology in later years
1.5	Set up FPAs	1.5 Building materials, equipment and labour (USD 0.4 million)	1.5 Project M&E system	1.5 Markets for pilots remain stable
2.1	Construct, rehabilitate irrigations canals, construct individual irrigation tanks	2.1 Materials, skilled, unskilled labour, design and engineering supervision, training, FFW (USD 17.9 million)	2.1 Project M&E system	2.1.1 Counterpart funds and food rations available on time 2.1.2 Water user committees established and trained
2.2	Construct terraces, deepen and level soil, convert to paddy field	2.2 Materials, skilled, unskilled labour, design and engineering, supervision, training FFW (USD 10.2 million)	2.2 Project M&E system	2.2 Counterpart funds and food rations available on time
2.3	Plant ecological trees	2.3 Materials, equipment, labour, FFW, FFT and staff training (USD 1.3 million)	2.3 Project M&E system	2.3 Identification of suitable sites
2.4	Close degraded forest	2.4 Forest guards (USD 1.4 million)	2.4 Project M&E system	2.4 Successful beneficiary training
3.1	Establish revolving fund within RCC-system	3.1 Credit line of USD 13.7 million	3.1 Project M&E system	3.1
3.2	Assess, disburse, recover loans	3.2 Work with beneficiaries (p.m.)	3.2 Project M&E system	3.2
3.3	Purchase equipment	3.3 USD 0.7 million	3.3 Project M&E system	3.3
3.4	Train staff and beneficiaries	3.4 FFT and materials (USD 0.4 million)	3.4 Project M&E system	3.4
3.5	Obtain beneficiary contribution	3.5 Voluntary labour (USD 8.8 million)	3.5 Project M&E system	3.5
4.1	Build/rehabilitate and equip village clinics	4.1 Building materials, equipment and labour (USD 0.8 million)	4.1 Project M&E system	4.1 Counterpart funds available on time
4.2	Build/rehabilitate and equip township hospitals and maternity wards	4.2 Building materials, equipment and labour (USD 1.1 million)	4.2 Project M&E system	4.2 Counterpart funds available on time
4.3	Train health workers at village and township levels	4.3 Training and training materials, FFT (USD 0.9 million)	4.3 Project M&E system	4.3
4.4	Run village health campaign	4.4 FFT and materials (USD 0.4 million)	4.4 Project M&E system	4.4
4.5	Run prenatal checks	4.5 Travel costs and FFT (USD 0.3 million)	4.5 Project M&E system	4.5
4.6	Build primary school classrooms	4.6 Building materials, equipment and labour (USD 3.9 million)	4.6 Project M&E system	4.6 Acceptance to favour remote villages over central locations
4.7	Support drop-outs	4.7 Subsidies (USD 0.8 million)	4.7 Project M&E system	4.7
4.8	Train teachers	4.8 Training and training materials, FFT (USD 0.3 million)	4.8 Project M&E system	4.8



INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

APPENDIX IV

4.9 Equip WF and build township training centres	4.9 Building materials, equipment and labour (USD 0.9 million)	4.9 Project M&E system	4.9
4.10 Train literacy trainers	4.10 Training and training materials (USD 0.3 million)	4.10 Project M&E system	4.10 Outside assistance (e.g. Gansu institute) assured
4.11 Run literacy training	4.11 Training and training materials (USD 1.1 million)	4.11 Project M&E system	4.11
4.12 Run skill training	4.12 Training and training materials (USD 1.7 million)	4.12 Project M&E system	4.12 Recurrent funding of WF assured
4.13 Fund micro-initiatives	4.13 FFT and fund (USD 1.6 million)	4.13 Project M&E system	4.13 Recurrent funding of WF assured
5.1 Build village and private Domestic water supplies	5.1 Building materials, equipment and labour (USD 8.3 million)	5.1 Project M&E system	5.1
5.2 Construct/upgrade rural roads	5.2 Building materials, equipment and labour (USD 4.1 million)	5.2 Project M&E system	5.2
5.3 Develop household biogas	5.3 Building materials, equipment and labour (USD 4.0 million)	5.3 Project M&E system	5.3
6.1 Train project management staff	6.1 Training and training materials (USD 3.0 million)	6.1 Project M&E system	6.1 Counterpart funds available on time
6.2 Purchase equipment	6.2 Material inputs (USD 1.7 million)	6.2 Project M&E system	6.2 Counterpart funds available on time
6.3 Transport and handle WFP food	6.3 Handling charges (USD 4.1 million)	6.3 Project M&E system	6.3 Counterpart funds available on time

COSTS AND FINANCING

Expenditure Accounts by Financiers (USD '000)

	IFAD		WFP		Government: FFW		Government: Cash		Beneficiaries		Total		Taxes Incl. in
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Total
Buildings	2 567	35.0	-	-	-	-	4 768	65.0	-	-	7 335	6.8	1 064
Other construction	-	-	-	-	-	-	25 450	100.0	-	-	25 450	23.7	3 690
Engineering fees	-	-	-	-	-	-	3 093	100.0	-	-	3 093	2.9	-
Studies/investigations	183	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	183	0.2	-
Vehicles	1 865	82.0	-	-	-	-	409	18.0	-	-	2 274	2.1	409
Technical equipment	1 875	85.4	-	-	-	-	320	14.6	-	-	2 195	2.0	320
Demonstration inputs	1 768	45.2	-	-	-	-	567	14.5	1 575	40.3	3 909	3.6	567
Other farm inputs	1 195	85.5	-	-	-	-	203	14.5	-	-	1 398	1.3	203
Training materials	1 185	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	1 185	1.1	-
Staff training	3 275	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	3 275	3.1	-
Beneficiary training (FFT)	-	-	2 937	100.0	-	-	-	-	-	-	2 937	2.7	-
Beneficiary training	1 634	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	1 634	1.5	-
VIG training	352	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	352	0.3	-
School drop-outs	809	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	809	0.8	-
Unskilled labour (cash)	-	-	-	-	-	-	311	100.0	-	-	311	0.3	-
Unskilled labour (FFW-WFP)	-	-	8 263	100.0	-	-	-	-	-	-	8 263	7.7	-
Unskilled labour (FFW-GOC)	-	-	-	-	945	100.0	-	-	-	-	945	0.9	-
Skilled labour	-	-	-	-	-	-	10 311	100.0	-	-	10 311	9.6	-
Family labour	-	-	-	-	-	-	-	-	10 088	100.0	10 088	9.4	-
Credit rev. fund	13 726	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	13 726	12.8	-
Food handling	-	-	-	-	-	-	4 050	100.0	-	-	4 050	3.8	-
Incremental O&M	-	-	-	-	-	-	3 550	100.0	-	-	3 550	3.3	-
Total	30 433	28.4	11 200	10.4	945	0.9	53 031	49.4	11 662	10.9	107 272	100.0	6 252

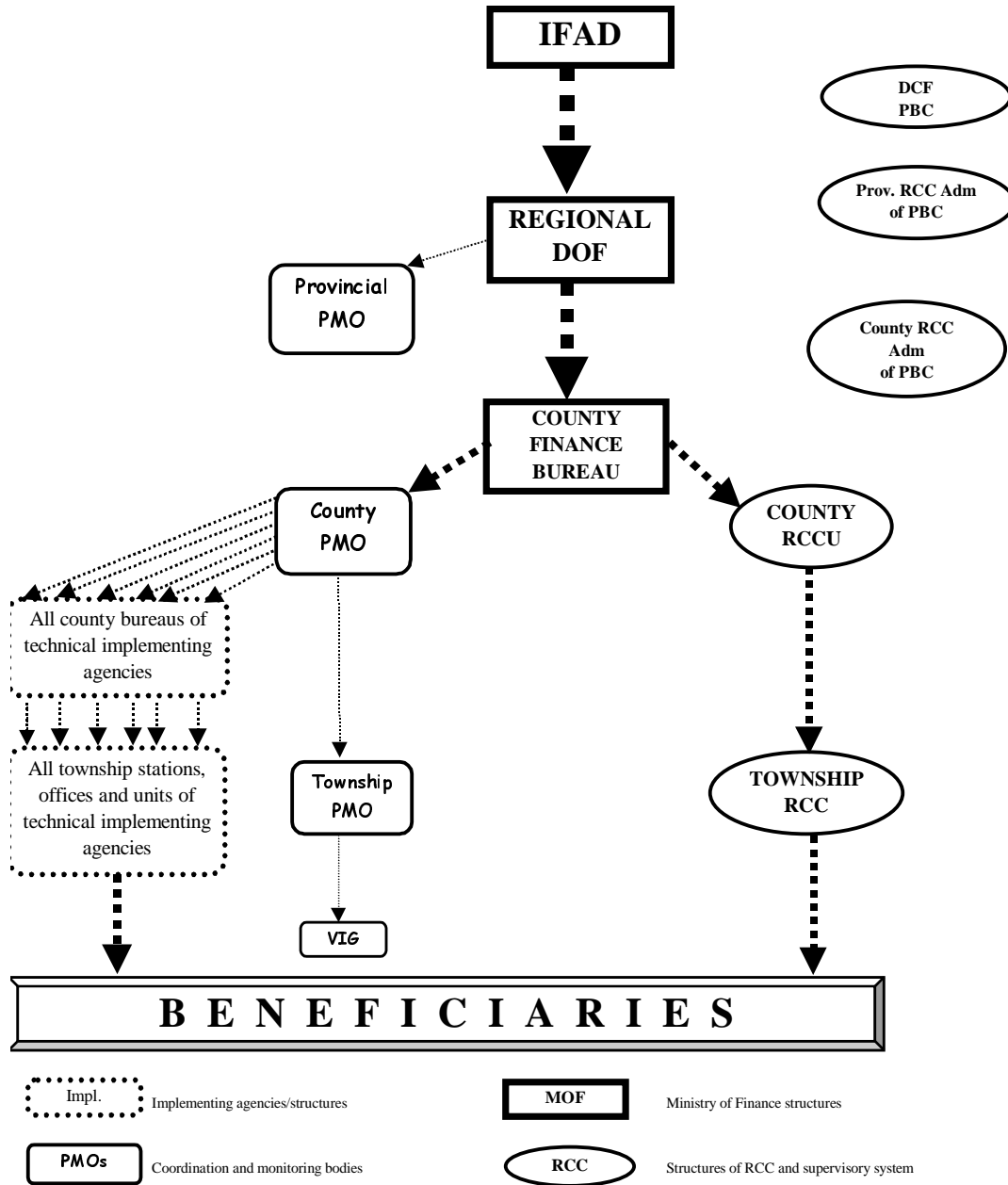


**Expenditure Accounts by Components
(USD '000)**

	Agricultural Development				Social Development				Infrastructure		Project Management		Total
	Crops and Livestock	Irrigation	Dryland Improvement	Tree Crops	Financial Services	Health	Education	Income Generation	Domestic Water	Access Roads	Provincial PMO	County PMOs	
Investment Costs													
Buildings	1 227	-	-	-	43	1 286	2 679	238	-	-	257	1 606	7 335
Other construction	-	10 617	4 966	3 065	-	-	-	-	5 060	1 742	-	-	25 450
Engineering fees	-	2 335	-	-	-	-	-	-	500	259	-	-	3 093
Studies/investigations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	183	-	183
Vehicles	-	-	-	-	396	-	-	365	-	-	280	1 234	2 274
Technical equipment	260	-	-	-	307	535	812	49	-	-	107	126	2 195
Demonstration inputs	3 909	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 909
Other farm inputs	560	-	-	838	-	-	-	-	-	-	-	-	1 398
Training materials	75	-	-	278	1	38	67	364	-	-	-	361	1 185
Staff training	629	-	-	54	373	819	615	97	-	-	149	539	3 275
Beneficiary training	-	-	-	-	-	200	-	1 435	-	-	-	-	1 634
Beneficiary training (FFT)	753	-	-	120	-	323	795	945	-	-	-	-	2 937
VIG training	-	-	-	94	-	-	-	-	-	-	-	258	352
School drop-outs	-	-	-	-	-	-	809	-	-	-	-	-	809
Unskilled labour (cash)	86	-	-	-	-	176	-	48	-	-	-	-	311
Unskilled labour (FFW-WFP)	-	1 978	4 108	739	-	61	451	-	926	-	-	-	8 263
Unskilled labour (FFW-GOC)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	945	-	-	945
Skilled labour	276	2 998	1 152	2 082	-	-	219	623	1 796	1 165	-	-	10 311
Family labour	1 297	-	-	-	8 790	-	-	-	-	-	-	-	10 088
Credit rev. fund	-	-	-	-	13 726	-	-	-	-	-	-	-	13 726
Food handling	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 862	1 188	4 050
Total investment costs	9 073	17 927	10 226	7 271	23 636	3 437	6 448	4 164	8 281	4 111	3 837	5 311	103 722
Recurrent costs													
Incremental O&M	-	-	-	-	-	-	-	496	-	-	295	2 759	3 550
Total recurrent costs	-	-	-	-	-	-	-	496	-	-	295	2 759	3 550
Total project costs	9 073	17 927	10 226	7 271	23 636	3 437	6 448	4 660	8 281	4 111	4 132	8 071	107 272
Taxes included in total	864	1 539	720	566	108	264	506	94	734	253	174	430	6 252



ORGANIZATION AND MANAGEMENT





FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS

1. **The financial analysis** is based on a series of crop models that are combined into food-crop, livestock and tree-crop models. The data of the three farm systems have been combined to construct a "whole farm enterprise" development model. The assumptions are that the household will (a) modernize its annual crops in line with the average model; (b) plant 1 mu of tree/cash crops and (c) will upgrade its pig management so that it can bring four instead of two fattened piglets to market annually. Table 1 shows that the change in the economic performance of farming will be substantial at full deployment of project activities. Net income will increase by about 70% from USD 516 to USD 878 a result of a 35% increase in farm-labour productivity.

Table 1. Key Indicators on Whole Farm Development

	Without Project				With Project				Difference (%)
	Annual Crops	Live-stock	Tree Crops	Whole Farm	Annual Crops	Live-stock	Tree Crops	Whole Farm	
Gross output	2 893	2 724	-	5 617	4 901	3 500	1 667	10 068	79.2
Purchased inputs	378	950	-	1 328	877	1 460	394	2 731	105.6
Income before labour	2 515	1 774	-	4 289	4 024	2 040	1 273	7 337	71.0
Return per day	13.0	37.0	-	17.6	16.9	48.6	41.4	23.7	34.7

2. The economic analysis at the overall project level has been undertaken on the basis of an implementation schedule for project activities over a six-year period. Household labour has been costed at a uniform CNY 8 per day, which is about equal to the minimum wage rate available with government public work programmes, but also to what farmers appear to be paying among themselves for various kinds of menial work if food is taken into account. An extension of COSTAB beyond the project term of six years shows that the annual recurrent costs will be on the order of CNY 15.7 million. This includes a provision for the replacement of equipment such as computers and vehicles in accordance with estimated useful lives. The ERR in the baseline configuration works out to 20.8% per annum. Sensitivity test results are given in Table 2, which demonstrates the robustness to exogenous perturbation in cost and/or benefit streams and still yields an ERR of 13.8% in the case of a 10% shortfall in benefits and 10% increase in costs at the same time.

Table 2. Sensitivity of the EIRR

Costs	Benefits		
	Baseline	- 10%	- 20%
Baseline	20.8	17.1	13.1
+ 10%	17.4	13.8	9.8
+ 20%	14.4	10.8	6.7